



DÉMOCRATIE ET DROITS DE L'HOMME

LES JEUNES EN TUNISIE

Étude sur la Jeunesse au Moyen-Orient et en Afrique du Nord : analyse des résultats

Imed Melliti
Mars 2023



Les données de cette enquête sur les jeunes en Tunisie montrent à quel point la parenthèse engagée avec la Révolution est désormais définitivement close et soulignent l'ampleur du désenchantement politique qu'elle a pu engendrer.



Les jeunes tunisien.nes sont nombreux/euses à exprimer leurs inquiétudes quant à la dégradation de la situation politique, à la mauvaise gestion des institutions publiques et à la difficulté croissante de la situation économique de leurs familles.



Leurs réponses expriment une insistance sur la quête du salut personnel qui se traduit par la valorisation de la réussite économique personnelle et un repli sur les liens primaires et l'institution familiale.



LES JEUNES EN TUNISIE

Étude sur la Jeunesse au Moyen-Orient et en Afrique du Nord : analyse des résultats



Les données de cette enquête sur les jeunes en Tunisie montrent à quel point la parenthèse engagée avec la Révolution est désormais définitivement close et soulignent l'ampleur du désenchantement politique qu'elle a pu engendrer. Non seulement les diverses pratiques et formes de participation associées à la sphère politique instituée n'ont aucun intérêt pour les jeunes, mais il apparaît que d'autres formes d'actions collectives protestataires ou non sont aujourd'hui, à leur tour, rejetées et dénuées de toute utilité à leurs yeux.



Ce sont les institutions officielles, la démocratie comme mode de gouvernement et les formes de participation qu'elle privilégie qui en pâtissent. Un tel retrait des lieux de l'action collective a pour pendant une insistance sur la quête du salut personnel. Cette quête se traduit par la valorisation de la réussite économique personnelle ainsi qu'un repli sur les liens primaires et l'institution familiale, bien que celle-ci n'ait pas été complètement à l'abri des effets d'un processus d'individualisation en marche depuis des décennies et qui continue de progresser.



Si les données montrent que les jeunes tunisiens sont dans l'ensemble optimistes et cèdent difficilement aux sentiments de frustration et au défaitisme, il n'en reste pas moins qu'ils/elles sont nombreux/euses à exprimer leurs inquiétudes quant à la dégradation de la situation politique, à la mauvaise gestion des institutions publiques et à la difficulté croissante de la situation économique de leurs familles. Bien qu'ils/elles restent confiants, ils/elles sont surtout très nombreux/euses à exprimer le désir de quitter le pays, en pensant probablement que leur salut et leur réussite en dépendent.

Pour plus d'informations:

<https://mena.fes.de/fr/projets/etude-jeunesse>

<https://tunisia.fes.de>

DÉMOCRATIE ET DROITS DE L'HOMME

LES JEUNES EN TUNISIE

Étude sur la Jeunesse au Moyen-Orient
et en Afrique du Nord : analyse des résultats

Table des matières

1	INTRODUCTION	2
2	MÉTHODOLOGIE	3
2.1	Échantillonnage et collecte des données	3
2.2	Caractéristiques des répondant.es	3
3	LES JEUNES, LA POLITIQUE ET LES INSTITUTIONS	5
4	PERCEPTION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE, EMPLOI ET RAPPORT AU TRAVAIL	14
5	PROJETS PERSONNELS ET PERSPECTIVES D'AVENIR	23
6	CONCLUSION	29
	Bibliographie	30
	Liste des figures.....	31

1

INTRODUCTION

La Tunisie qui a ouvert le cycle des transformations politiques dans la région, appelé «Printemps arabe», semble être sur le point de le clore. Plus de dix années se sont écoulées après la Révolution de 2011, apportant leur lot d'espoirs déçus, d'ajustements politiques laborieux et de conflits interminables. Les jeunes qui étaient aux premières loges des mobilisations ayant conduit à la chute du régime autoritaire de Ben Ali ont le sentiment que la Révolution n'a pas permis de mettre le pays sur la voix d'une véritable démocratie capable de générer plus de prospérité et de bien-être pour tous. Au contraire, ils n'ont pu découvrir que le visage hideux du pathos démocratique : luttes politiques et idéologiques acharnées, désarticulation des institutions de l'État induisant une forte érosion de son autorité, chaos social, corruption endémique, ingouvernabilité et populisme.

Les échecs des gouvernements qui se sont succédé au pouvoir depuis 2011 sont venus renforcer le désenchantement des jeunes quant aux promesses du moment révolutionnaire, mais aussi surtout accentuer les difficultés qu'ils rencontrent dans la construction de leurs projets de vie. Si la pandémie de la Covid-19 n'a en rien arrangé la situation du pays, ce sont les défaillances et l'incompétence d'une classe politique complètement renouvelée qui expliquent dans une large mesure la débâcle économique observée. Son impact se ressent dans la vie quotidienne de tout un chacun : raréfaction de l'emploi, précarisation des conditions de vie, problèmes d'approvisionnement des produits de base, pour ne citer que quelques exemples. Aussi, au-delà de ses répercussions strictement économiques, la gestion politique hasardeuse de la décennie écoulée met-elle à rude épreuve la confiance dans l'ensemble des institutions de l'État. Elle entame sa légitimité et le rôle d'arbitrage dans la définition du bien commun dont il pourrait se prévaloir et érode davantage la confiance dans les élites politiques et dans les fonctions de représentation qu'elles prétendent jouer.

Dans le contexte critique que traverse aujourd'hui la Tunisie, il est plus qu'important de sonder les jeunes afin de cerner ce que leur expérience nous dit de la société tunisienne dans son ensemble et de comprendre les attentes qui les animent de même que la manière dont ils se projettent et appréhendent l'avenir. Il est aussi important de les interroger pour savoir s'il reste encore quelque chose de l'élan sociétal et des espoirs que la Révolution a fait naître. Les jeunes croient-ils d'une manière ou d'une autre à la vertu des institutions démocratiques et voient-ils dans le modèle incarné par celles-ci un idéal politique à réaliser ? Pensent-ils avoir un rôle à jouer en la matière ? Croient-ils plus généralement que l'action politique et l'engagement civique constituent un moyen de construire un avenir collectif meilleur ? Sinon, quelles sont les voies de réussite et d'accomplissement personnels qu'ils envisagent ?

2

MÉTHODOLOGIE

La Fondation Friedrich Ebert (FES) considère la jeunesse comme un facteur décisif pour le développement démocratique dans la région MENA et souhaite renforcer leur potentiel pour initier des changements dans le monde de la politique et dans l'ensemble de la société. Sur la base des résultats d'une enquête à long terme, lancée en 2016, la FES cherche à encourager l'engagement en faveur des jeunes dans la région MENA.

En 2021, la FES a lancé sa deuxième enquête représentative à grande échelle en Algérie, en Égypte, en Irak, en Jordanie, au Liban, en Libye, au Maroc, en Palestine, au Soudan, ainsi que parmi des réfugié.es syrien.nes au Liban, en Tunisie et au Yémen. Avec ses 1000 questionnaires approfondis par pays, l'Étude FES MENA sur la jeunesse génère une grande base de données de réponses à environ 200 questions concernant le contexte personnel des personnes interrogées et leurs réponses sur une variété de sujets.¹

2.1 ÉCHANTILLONNAGE ET COLLECTE DES DONNÉES

Pour des raisons de faisabilité, une méthode d'échantillonnage par quotas à l'échelle nationale a été choisie, ciblant un total de 1 000 questionnaires par pays. Cette taille d'échantillon est considérée comme suffisante pour générer une représentation adéquate du groupe cible ainsi que des sous-groupes sociodémographiques et régionaux (par exemple selon l'âge, le sexe, le niveau d'éducation).

En Tunisie, le bureau d'études responsable du travail de terrain et de l'échantillonnage était la société BJKA Consulting à Tunis. Le bureau dispose d'un ensemble de méthodes établies pour sélectionner les points d'échantillonnage et identifier les ménages éligibles à l'enquête, dans le but de rendre le processus de sélection aussi aléatoire que possible. L'objectif était de garantir, dans la mesure du possible, une répartition géographique des répondant.es conforme à la population mère de l'enquête menée dans le pays concerné.

Pour chaque zone géographique, la société d'études fournit une liste de points d'échantillonnage.

La phase de travail sur le terrain s'est déroulée de septembre à novembre 2021. L'enquête a finalement couvert 1002 Tunsien.nes âgé.es de 16 à 30 ans. Les questionnaires ont été administrés dans la langue la plus adaptée à l'interlocuteur/trice (dialecte arabe local, français). Leur passation a eu lieu au domicile des répondant.es ou dans des lieux publics tels que des cafés, des maisons des jeunes, etc. Il était primordial que les répondant.es se sentent à l'aise, et le lieu de l'entretien a donc été choisi en conséquence.

Les données recueillies dans le cadre de questionnaires en face à face ont été stockées dans une base de données réalisée à l'aide de la technologie CAPI (entretien individuel assisté par ordinateur). Pendant le travail sur le terrain, Kantar Public a procédé à la validation de ces données à l'aide d'ensembles de données intermédiaires via les syntaxes Excel et SPSS (programme de logiciel statistique). En parallèle, Kantar Public et l'Université de Leipzig ont effectué la vérification finale et complète des données. Afin de garantir que la structure finale de l'échantillonnage reflète bien la structure de la population mère de l'enquête, les différences ont été éliminées par pondération factorielle. Les données de l'enquête ont été pondérées pour tous les groupes enquêtés en ce qui concerne les variables structurelles de l'âge, du sexe et de la région, sur la base des statistiques disponibles.

2.2 CARACTÉRISTIQUES DES RÉPONDANT.ES

L'enquête tunisienne dont cette étude se propose de rendre compte a été réalisée auprès de 487 femmes et 515 hommes. La population enquêtée a été stratifiée selon les variables indépendantes suivantes : l'âge, le niveau d'instruction, le statut matrimonial, le milieu, le type d'activité et la situation économique perçue.

Sur les 1002 enquêté.es, 31 pour cent étaient âgé.es entre 16 et 20 ans, 33 pour cent entre 21 et 25 ans et 36 pour cent entre 26 et 30 ans. 17 pour cent sont issu.es du milieu rural et 22 pour cent de petites villes, contre 61 pour cent

¹ Pour plus d'informations sur l'Étude sur la Jeunesse au Moyen-Orient et en Afrique du Nord de la Fondation Friedrich Ebert : <https://mena.fes.de/fr/projets/étude-jeunesse>

de grandes villes de plus de 100 000 habitants. En ce qui concerne le niveau d'instruction, huit pour cent avaient un niveau d'instruction bas (ont fini l'école primaire ou savent lire et écrire, mais n'ont pas d'éducation formelle) et 51 pour cent un niveau moyen (niveau collège), alors que 40 pour cent avaient un niveau élevé (niveau baccalauréat). Un peu moins du tiers des enquêtés, soit 30 pour cent, sont en dehors de tous les circuits de formation et d'emploi, contre un taux équivalent pour ceux qui travaillent, et 40 pour cent réparti.es entre école et université. Plus de la moitié des enquêtés considèrent que leur situation économique est bonne et un peu moins de la moitié qu'elle est mauvaise ou très mauvaise.

Une large majorité des jeunes enquêtés, soit 85 pour cent, vivent avec leurs parents au sein du même ménage, le taux des jeunes vivant seuls étant très bas, à peine trois pour cent pour les femmes et cinq pour cent pour les hommes. La taille des ménages au sein desquels vivent ces jeunes est de 4,7 personnes en moyenne, et un peu plus en milieu rural, soit 5,3. 13 pour cent des jeunes enquêtés sont chefs du ménage dans lequel ils/elles vivent.

Les données fournies par l'enquête tunisienne couvrent un spectre assez large d'informations. Leur traitement a été fait à partir d'une variété d'entrées : les données personnelles, les données sur le père et la mère, la situation économique du ménage, la situation économique personnelle du jeune, ses dépenses, ses activités, sa vie personnelle et ses expériences, sa vision de la société et de l'identité, la communication, la politique, l'engagement et la Covid-19.

La comparaison avec les résultats de l'enquête de 2016 sont susceptibles, d'une part, de faire ressortir les tendances lourdes qui ne font que se creuser et s'affirmer au fil des années et, d'autre part, de révéler les changements et les tournants qui commencent à s'amorcer. Nous mettrons l'accent dans cette étude sur les données qui portent, en premier lieu, sur la politique et le rapport à l'Etat et aux institutions. En deuxième lieu, nous nous concentrerons sur l'évaluation des jeunes interrogés de la situation économique dans le pays et l'impact de celle-ci sur leur propre situation ainsi que sur leur rapport au travail et leurs attentes vis-à-vis de la sphère professionnelle. En troisième lieu enfin, nous nous intéresserons aux projets des jeunes et à leur vision de l'avenir, deux dimensions intimement liées. Nous verrons que la migration occupe une place centrale dans la manière dont les jeunes se projettent.

3

LES JEUNES, LA POLITIQUE ET LES INSTITUTIONS

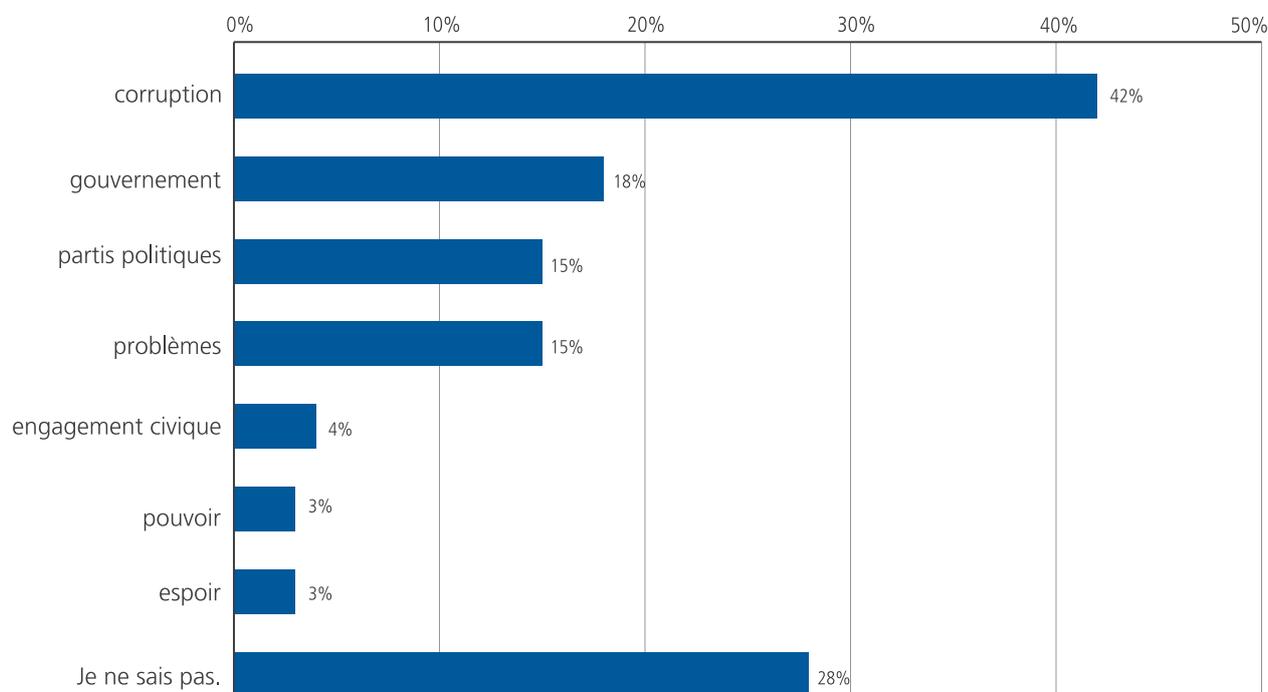
La Révolution de 2011 a fait surgir dans l'espace public et dans les recherches sociologiques sur la région du Moyen-Orient et de l'Afrique de Nord le questionnement sur le rôle joué par les jeunes dans cet événement majeur et, au-delà, sur leur rapport à la politique et à l'Etat. D'une hypothétique «dépolarisation» des jeunes, les chercheurs ont été quasiment contraints de revoir leurs schémas d'analyse et d'interroger sous d'autres angles et à la lumière d'autres hypothèses de travail les formes d'agency politique dont sont porteurs les jeunes (Chouikha/Gobe, 2011). Deux hypothèses seront particulièrement retenues : celle qui souligne

la place des jeunes dans les formes d'engagement situés en dehors de la sphère politique instituée et leur engouement pour l'action protestataire ponctuelle et celle qui repère l'action des jeunes dans les formes de résistance dites «infra-politiques» (Scott, 2009 ; Bayat, 1997), dont la culture underground serait l'une des expressions. Les chiffres de la participation des jeunes tunisiens aux différents scrutins organisés depuis la Révolution valident sur le plan factuel ces hypothèses.²

Figure 1

Associations avec le terme «politique»

Lorsque les gens utilisent le mot «politique», à quelle notion associes-tu ce mot ?



² Selon des données reprises par l'Observatoire National de la Jeunesse (ONJ) et le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), au cours des premières élections indépendantes en Tunisie après la Révolution, celles de l'Assemblée nationale constituante en octobre 2011, seulement 17 pour cent des jeunes âgés entre 18 et 25 ans se sont inscrits sur les listes électorales. Lors des présidentielles de 2019, les jeunes du même âge ne représentaient que 14 pour cent seulement des électeurs (ONJ/UNFPA, 2021).

Pour comprendre les raisons d'une démobilitation qui ne fait que s'accroître au fil des années, il faut ajouter, nous semble-t-il, les effets de désenchantement et de «délégitimation» produits par la Révolution elle-même et par le processus qu'elle a inauguré. L'enquête nous fournit des éléments précieux sur la situation actuelle, alors que la comparaison avec les données de 2016 nous offre la possibilité de mesurer son évolution sur une courte durée.

Sur les 1002 jeunes interrogés, 83 pour cent affirment ne s'intéresser que peu ou pas du tout à la politique. Comme nous venons de le signaler, un tel constat vient valider des données précédemment recueillies qui montrent que les jeunes se détournent de la politique institutionnelle et de la chose publique et préfèrent des modes d'expression politiques et des cadres d'action collective non conventionnels, en rejetant en particulier le vote et l'engagement au sein des partis. Ce désintérêt est à mettre en relation avec le peu de crédit dont bénéficient les acteurs de cette sphère : 42 pour cent des jeunes interrogés associent en effet la politique à la corruption.

L'évaluation de l'évolution de la situation politique dans le pays expliquerait aussi, en partie du moins, le désaveu des institutions politiques. Les données relatives à la perception des jeunes enquêtés de la situation politique montrent

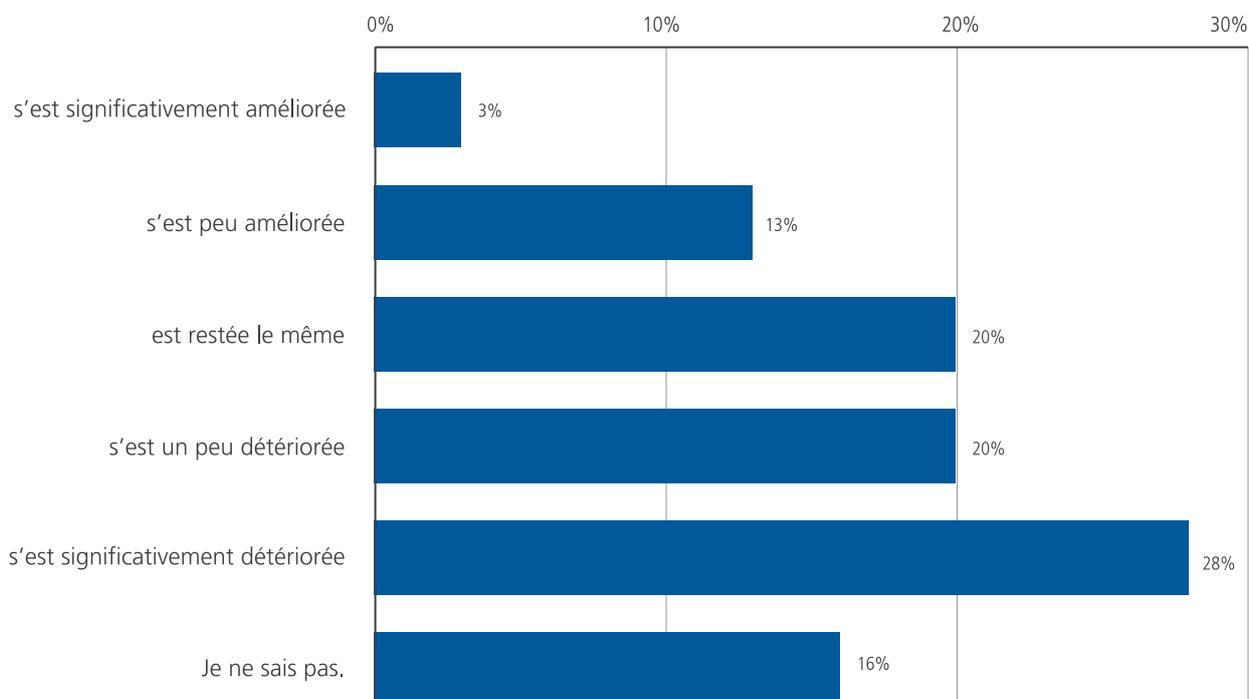
qu'ils/elles sont près de la moitié (48 %) à estimer que cette situation s'est un peu ou significativement dégradée, contre à peine 16 pour cent qui pensent qu'elle s'est améliorée. Les chiffres montrent aussi que les jeunes ruraux sont largement plus nombreux/euses (68 %) à juger de manière critique l'évolution de la situation politique dans le pays. Mais au-delà des écarts de milieux qui s'expliqueraient par un plus grand désenchantement des promesses de la Révolution dans le monde rural, ce désaveu des institutions politiques prendrait origine dans une déception généralisée du fonctionnement et du rendement des institutions politiques issues de la Révolution. La récurrence des crises politiques, l'incompétence des gouvernements successifs, les scandales d'achat de vote et de volte-face politiques douteux de certains partis ou élus peu scrupuleux, une mobilité inter-partisane consternante d'autres³, les images d'altercation frôlant la vulgarité et la violence sous le dôme de l'Assemblée ne pouvaient que conforter le sentiment que la Révolution n'a rien apporté de bien.

Conformément à ce qu'on pouvait imaginer, les données montrent que l'intérêt pour la politique augmente avec l'âge et le niveau d'instruction : il atteint 18 pour cent dans la tranche d'âge des 26-30 ans, contre douze pour cent seulement chez les jeunes âgés entre 16 et 20 ans. Alors que 21 pour cent des jeunes dotés d'un niveau d'instruction élevé

Figure 2

Évolution de la situation politique

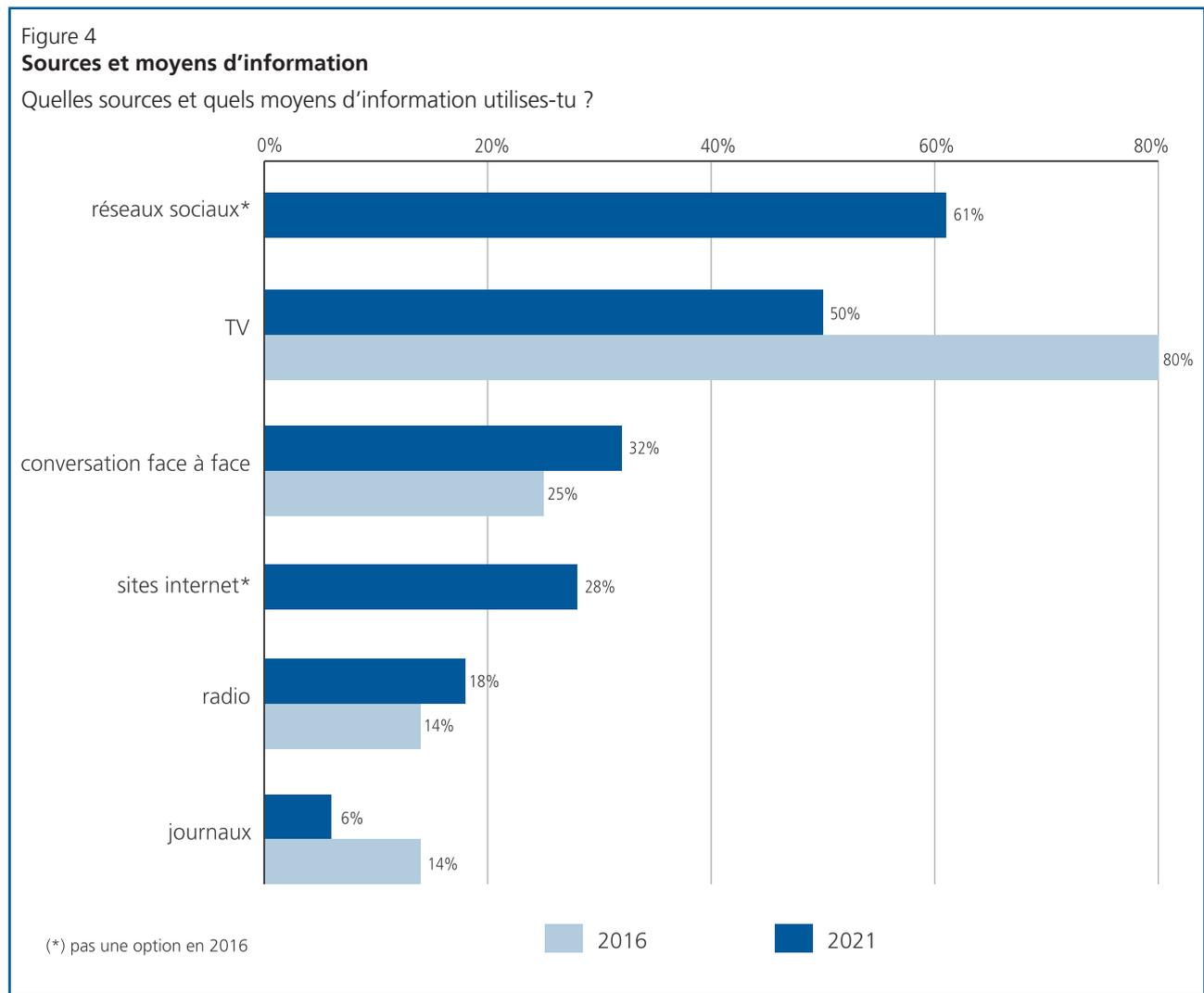
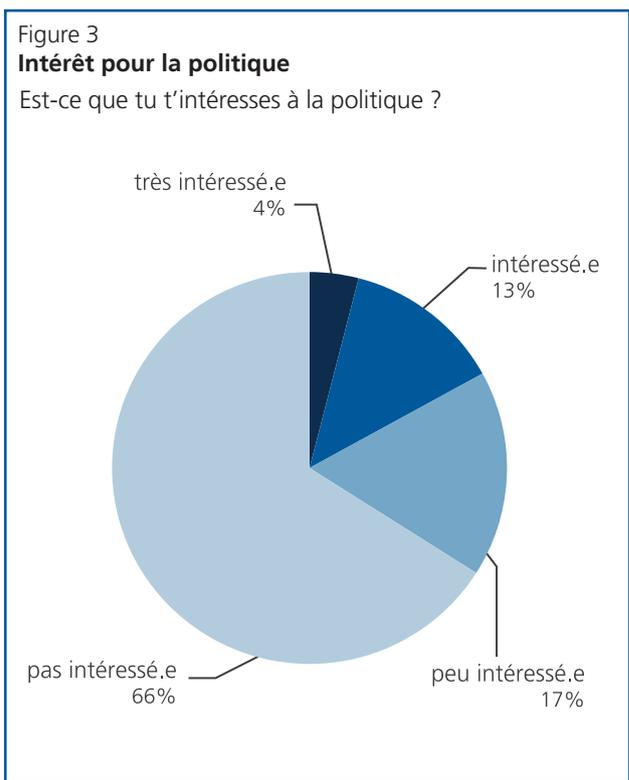
Penses-tu qu'au cours des cinq dernières années, la situation politique générale de ton pays... ?



³ Il s'agit d'un phénomène assez observé sur la scène politique après 2011 qui consiste à changer de camp ou de parti politique à la recherche d'un certain nombre d'avantages. Le mot inventé pour en rendre compte est celui de «tourisme partisan».

affirment s'intéresser un peu ou beaucoup à la politique, ils/elles sont à peine huit pour cent parmi les moins instruit.es à l'affirmer. Il est légèrement plus important chez les hommes que chez les femmes (19 % contre 15 %). À l'opposé, cet intérêt décroît avec le niveau de vie puisque seuls 14 pour cent des jeunes issu.es des milieux défavorisés affirment s'intéresser à la politique (un peu ou beaucoup) contre 19 pour cent des jeunes des milieux aisés. Par rapport à 2016, la configuration ne semble pas avoir changée considérablement. Alors que nous n'observons pas de différences significatives s'agissant de l'intérêt « marqué » pour la politique, l'intérêt « moyen » semble gagner du terrain (sept points en moyenne), témoignant d'un changement profond dans le rapport au politique induit par la Révolution, et qui touche tous les secteurs de la société, y compris le milieu rural qui gagne dix points en cinq ans.

La question sur la demande d'informations relative à la politique nous apporte un autre éclairage qui semble aussi témoigner du peu d'intérêt accordé à la vie politique par les jeunes : 84 pour cent d'entre eux affirment ne pas s'informer activement sur la politique. Et c'est la télévision comme médium qui perd le plus d'impact en la matière en cinq ans, soit 30 pour cent entre 2016 et 2021.



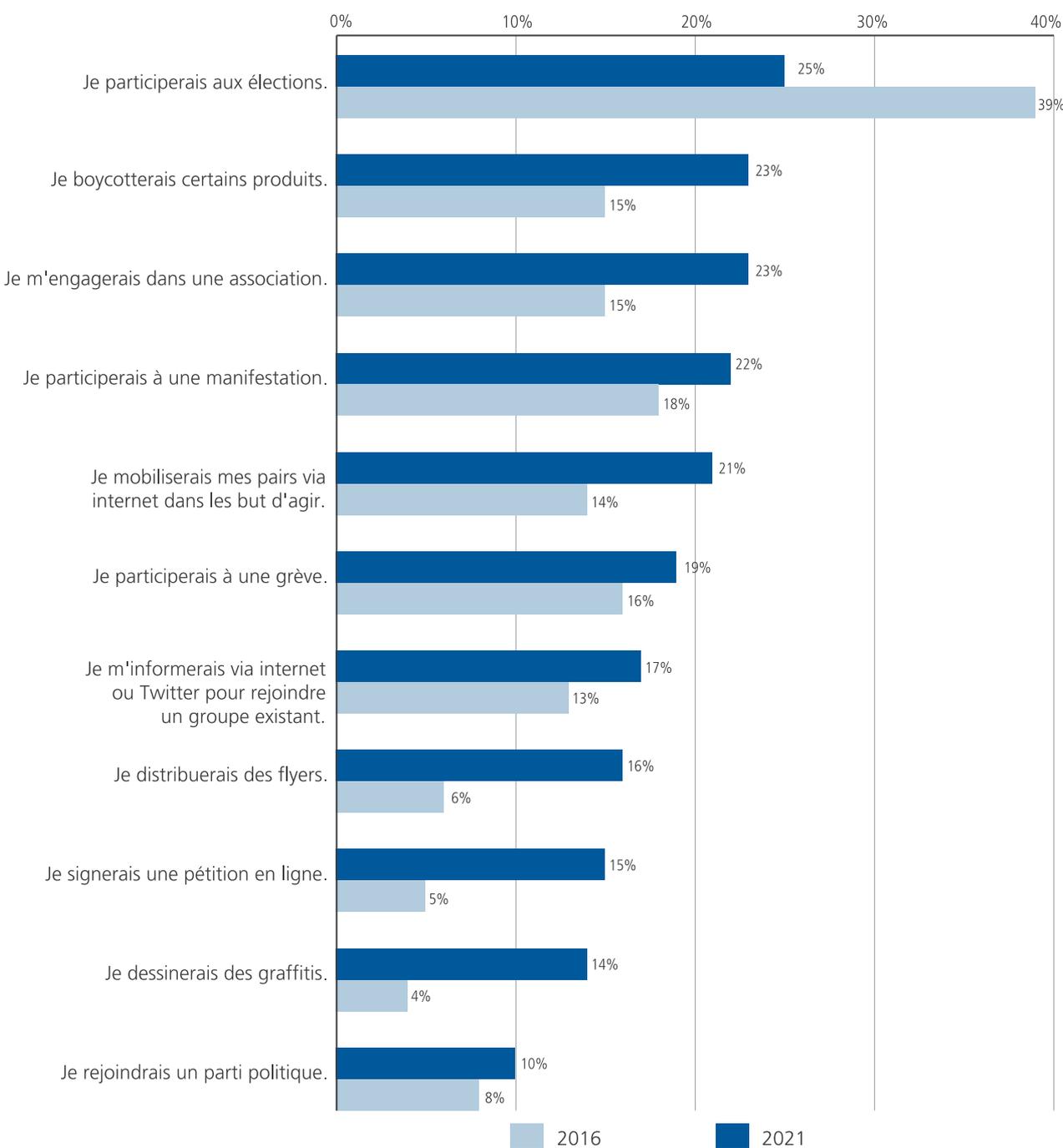
Les données se rapportant aux modes d'expression politique que les jeunes enquêtés envisageraient pour se faire entendre et avoir de l'impact, confirment le désaveu de la politique institutionnelle. Ce désaveu ne cesse de s'accroître, comme le montre le recul du vote en tant que forme de participation politique au cours des cinq dernières années : le taux de ceux/celles qui projettent de participer à des élections pour faire entendre leur voix a baissé en moyenne de 14 pour cent entre 2016 et 2021 et de 19 pour cent dans les grandes villes. Si l'engagement dans un parti politique garde quasiment les mêmes valeurs avec un taux très bas, les

chiffres sur la participation éventuelle à des manifestations ou des grèves n'augmentent que légèrement. En revanche, le boycott, la mobilisation par l'utilisation des réseaux sociaux, la distribution des tracts et la signature de pétitions semblent avoir gagné du terrain au cours des cinq années écoulées. Cela montre non seulement que l'intérêt politique des jeunes n'a quasiment plus de lien avec le monde de la politique instituée, mais que l'action collective protestataire, qui avait leur faveur durant les premières années suivant la Révolution, est en stagnation face à l'action individuelle ponctuelle et « opportuniste ».

Figure 5

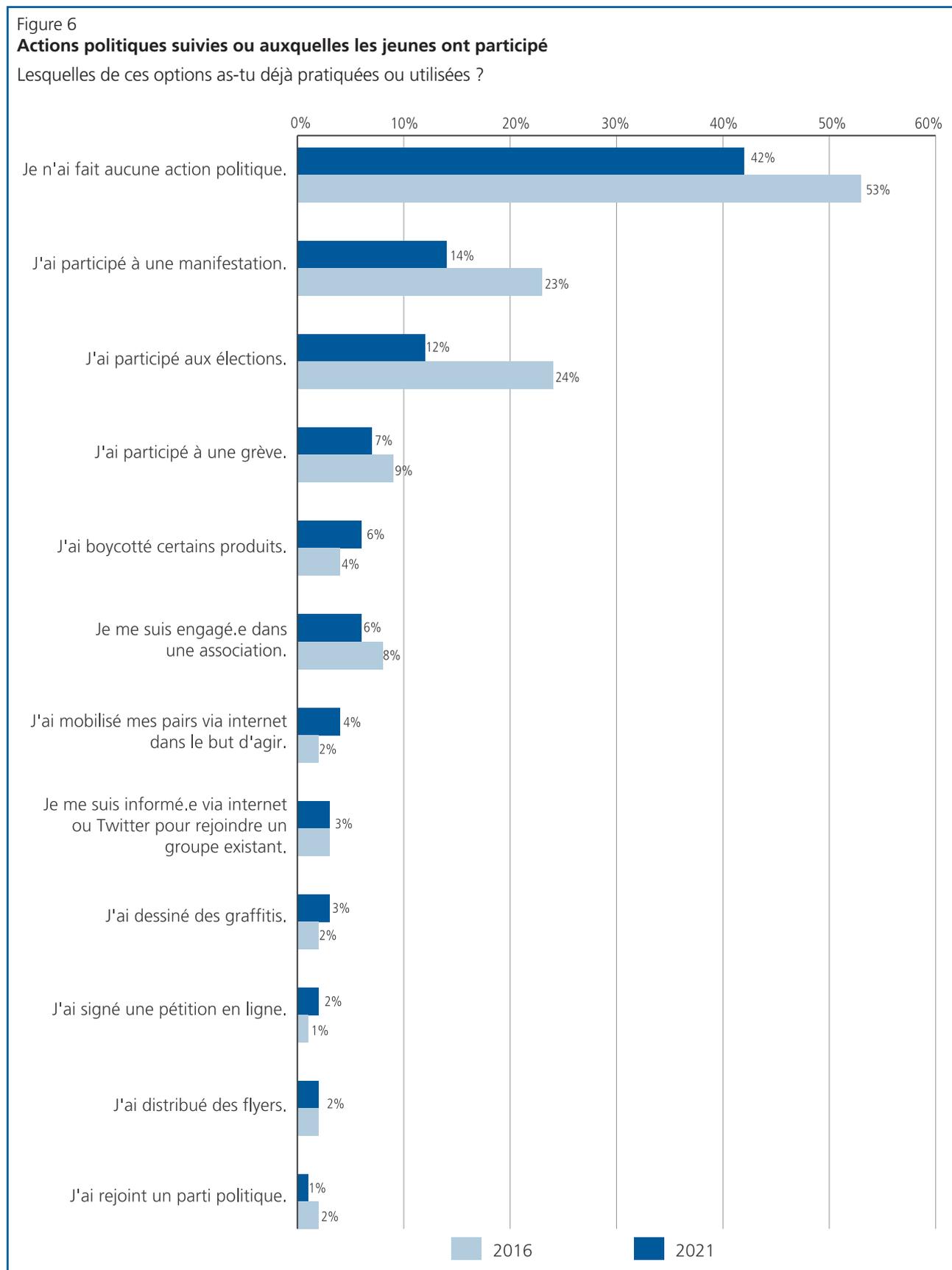
Actions politiques considérées

Parmi les actions possibles suivantes, lesquelles envisagerais-tu probablement de faire ?



Les chiffres relatifs à la participation «réelle» des jeunes à des actions politiques viennent confirmer cette même tendance. Ils indiquent en effet le recul de la participation au champ politique institué à travers les élections avec un taux de douze pour cent et une régression de douze points

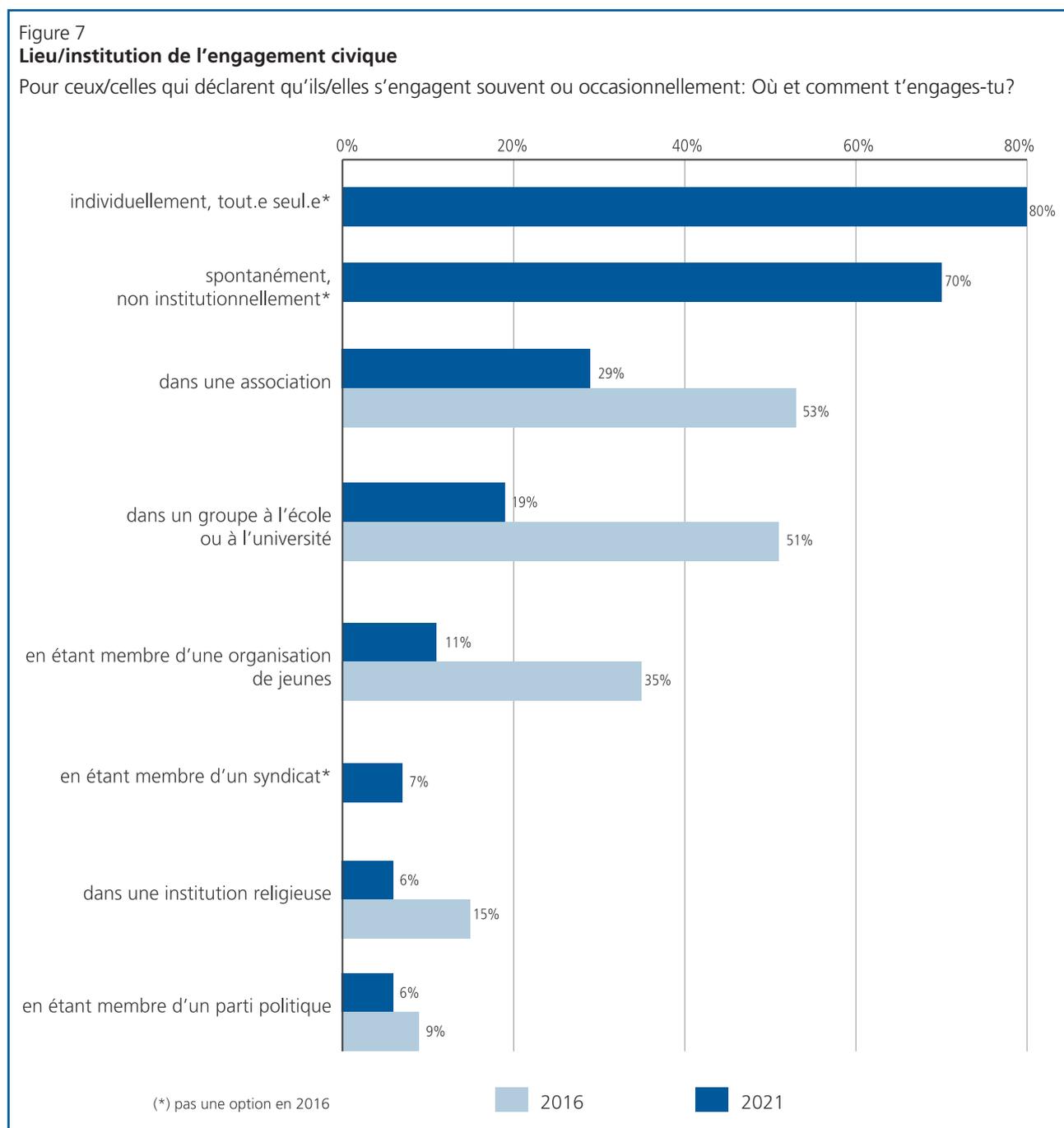
entre 2021 et 2016. De même l'action contestataire a perdu neuf points pour plafonner à 14 pour cent seulement. À la lumière de ces données, il est quasiment avéré que le cycle d'engagement collectif et de passage au politique que la Révolution a inauguré est sur le point de s'achever.



Les données concernant les structures susceptibles aux yeux des jeunes d'accueillir et de porter leur éventuel engagement civique, vont dans le même sens. Il en ressort une nette érosion de toutes les formes collectives instituées, en faveur de l'engagement spontané et individuel choisi par une large majorité des enquêtés (entre 70 % et 80 %). Les associations et les organisations de jeunes ainsi que les cadres scolaires et universitaires ont perdu respectivement 24 et 32 pour cent. Les institutions dites «religieuses», qui ont perdu neuf pour cent, sont citées par 6 pour cent des jeunes seulement, soit autant que les partis politiques. Deux enseignements au moins peuvent être tirés de ces chiffres. D'une part, on note que l'échec des islamistes dans la gestion du pays au cours de la décennie écoulée rejaillit sur l'ensemble des acteurs et des structures qui mobilisent la rhétorique religieuse à des fins d'intervention dans la sphère publique.

D'autre part, on relève que l'incapacité des élites politiques de tous bords et des organisations issues de la Révolution à incarner les promesses de celle-ci, a porté un coup fatal à la crédibilité des corps intermédiaires et de l'action organisée. Cela invite à penser que l'hypothèse formulée par Béatrice Hibou (2006) pour expliquer le désengagement politique des Tunisiens sous le régime de Ben Ali serait de nouveau valable : à savoir le recentrement des individus sur la quête d'un salut strictement personnel en l'absence de structures susceptibles de porter le rêve d'un salut collectif.

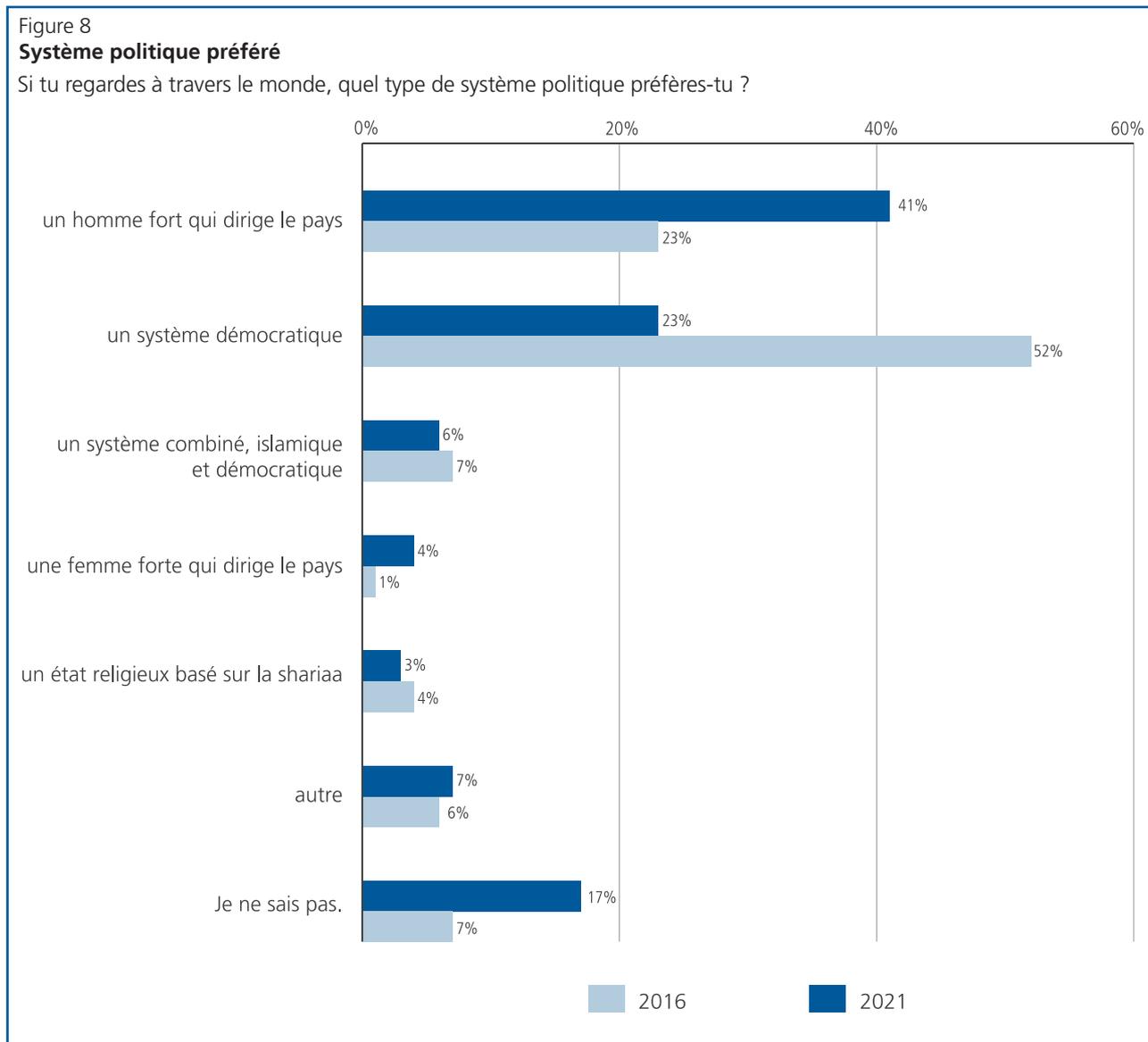
Les raisons que les jeunes évoquent pour justifier leur refus de s'engager dans des projets sociaux vont du sentiment désabusé que ces projets profitent toujours à une minorité et sont en réalité sans effets sur la vie des gens (32 %) à l'idée que «on ne sait pas où va l'argent» (31 %).



Les données sur les préférences en ce qui concerne le système politique sont très instructives. Il en ressort deux éléments importants : d'abord, l'affirmation du besoin qu'un homme fort gouverne le pays, avec en moyenne 41 pour cent des réponses et une augmentation de 18 points par rapport à l'enquête de 2016 ; ensuite, le déclin des réponses favorables au système démocratique qui ne recueillent désormais que 23 pour cent des suffrages et régressent de 29 points par rapport à 2016. Ces chiffres atteignent des valeurs extrêmes dans les petites villes où 54 pour cent sont pour la prise en main du pays par un homme fort (avec 32 pour cent de plus qu'en 2016) et sont à peine 11 pour cent à faire le choix du système démocratique (avec une régression de 44 pour cent par rapport à 2016). Cela invite à penser que les jeunes des petites villes sont les plus déçus par le processus enclenché par la Révolution. De plus, au-delà de cette constatation, il s'avère que les dix années d'une

«transition démocratique» marquée par un chaos politique et social sans précédent ont généré beaucoup de déception, voire un doute sur les bienfaits du système démocratique en tant que tel, associé à la demande d'un retour à l'ordre que la figure de l'homme fort est susceptible d'incarner. C'est à la lumière de ce bilan que prendrait sens l'élection de Kaïs Saïed en 2019 et l'adhésion de larges franges de la population à son projet de démonter les institutions politiques créées par la Constitution de 2014.

Il est aussi intéressant de relever que les régimes politiques d'inspiration idéologique affirmée, qu'elle soit islamiste ou socialiste, ne recueillent pas la confiance des jeunes. Ainsi, trois pour cent seulement d'entre eux/elles sont favorables à un régime religieux fondé sur la charia et deux pour cent à un régime socialiste.

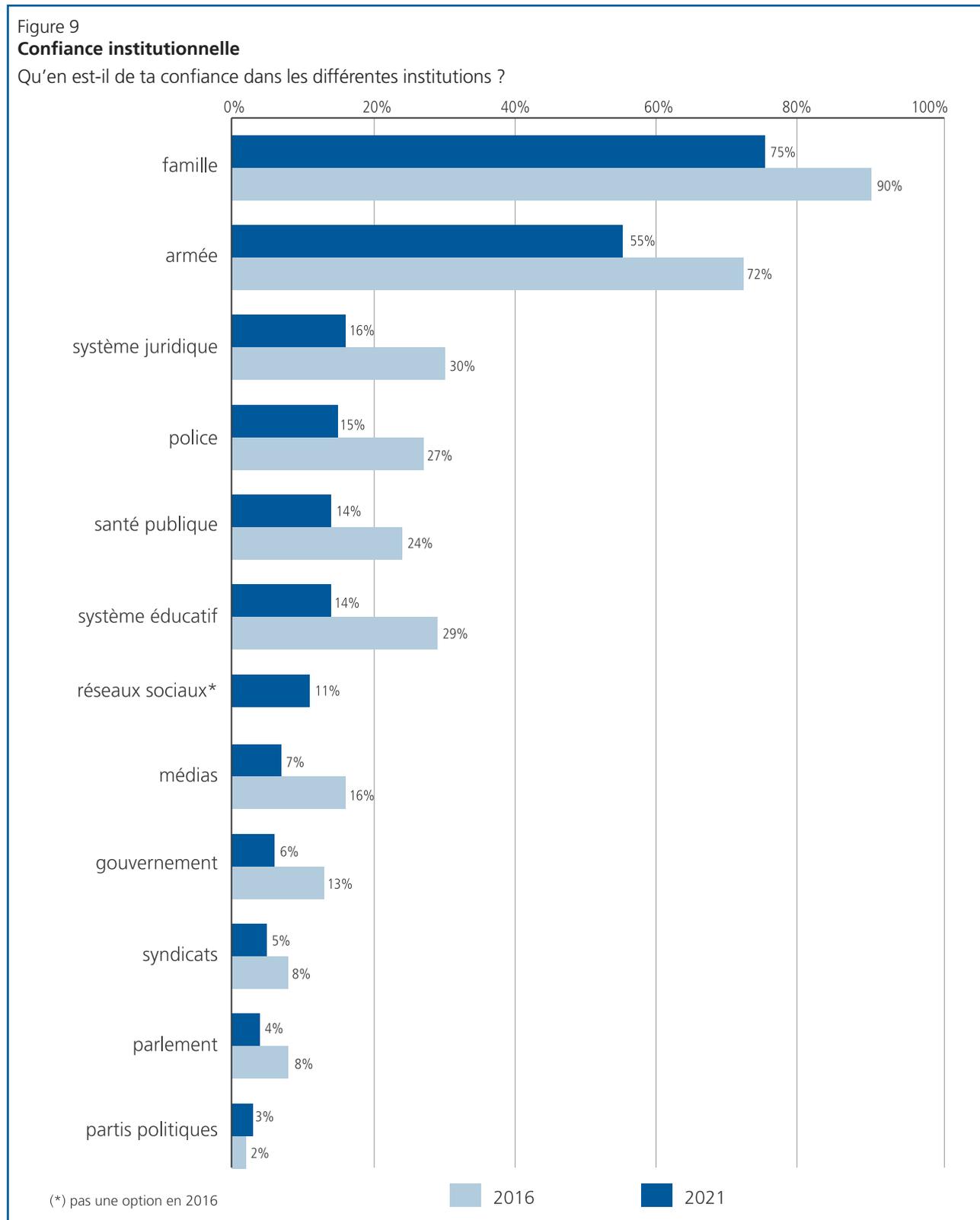


Les taux de confiance dans les institutions sont très bas. Ils témoignent, et ce de manière nette, du discrédit qui frappe l'ensemble du système politique et ses institutions. Seules l'armée - comme institution régaliennne - et la famille - comme support des liens primaires - tirent leur épingle du

jeu avec, pour la première, un taux de confiance légèrement au-dessus de la moyenne, à savoir 55 pour cent, et pour la deuxième un taux de confiance de 75 pour cent, avec une pointe de 88 pour cent dans le milieu rural, où les liens communautaires demeurent prépondérants. En revanche,

les chiffres montrent que les institutions de l'armée et de la famille ont, tout de même, perdu de leur lustre puisqu'en cinq ans le taux de confiance dans l'armée a régressé de 17 points en moyenne et de 15 points en moyenne pour

la famille, avec des valeurs plus élevées dans les milieux les moins favorisés en termes de ressources (éducation et revenu) et dans les petites villes où la solidarité familiale est mise à rude épreuve.⁴



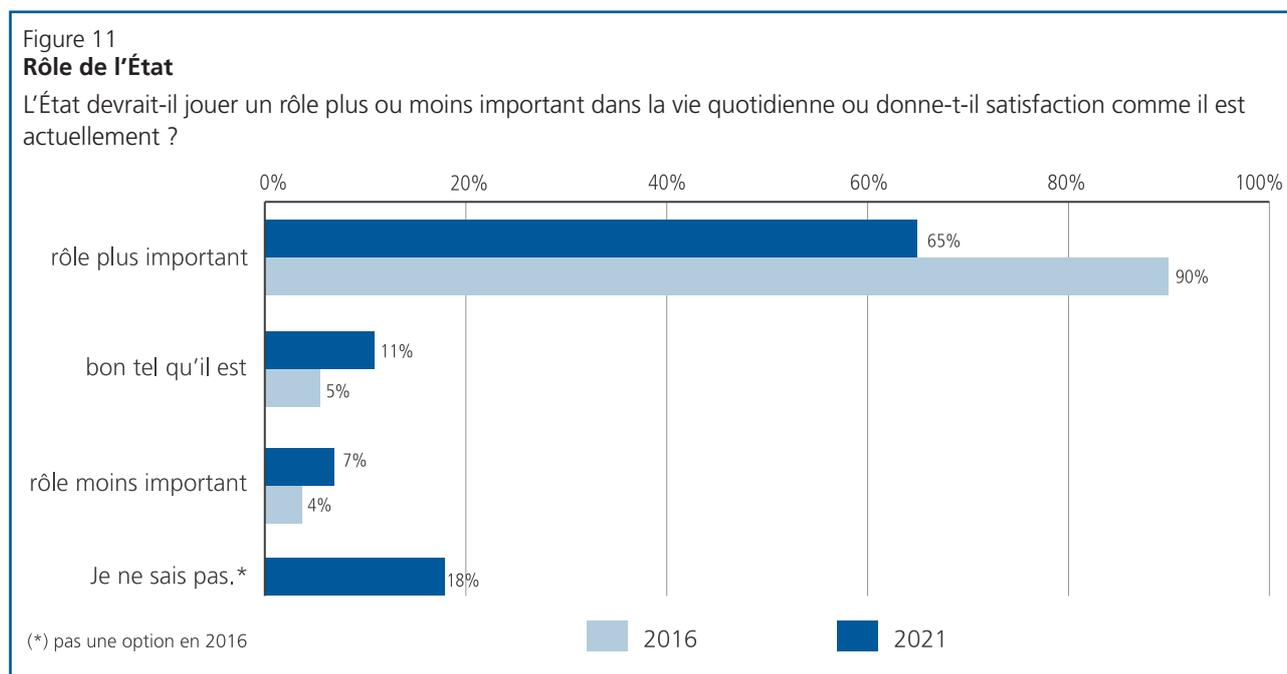
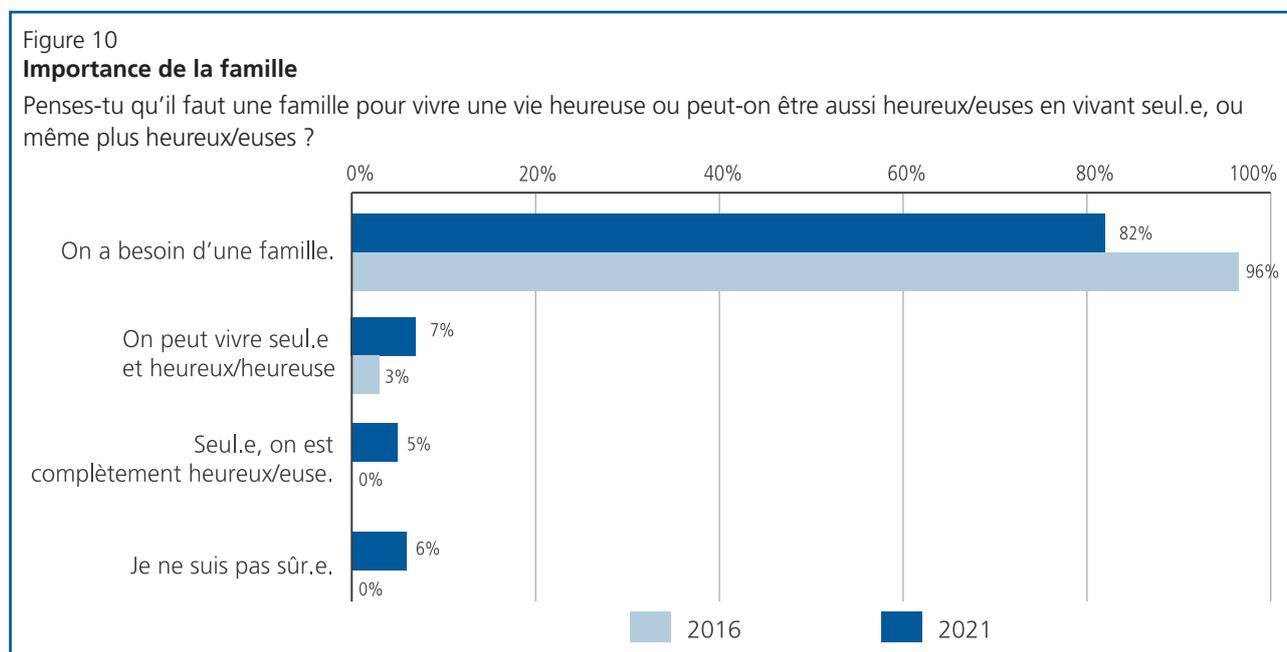
⁴ Dans une enquête réalisée il y a quelques années auprès des jeunes de deux quartiers périurbains de Tunis, il apparaît que l'importance des liens primaires n'est soulignée que dans le cas de la famille restreinte. Les relations avec le réseau familial élargi sont au contraire conflictuelles et évaluées de manière négative par les jeunes interrogés (Melliti, 2016).

Cette érosion de la place de la famille est vraisemblablement liée à la montée des valeurs individualistes : entre 2016 et 2021, le taux de ceux/celles qui pensent qu'il est possible d'être «heureux/euse» seul.e a plus que doublé en passant de trois pour cent à sept pour cent. Le taux de ceux/celles qui croient que l'on peut être «plus heureux/euses» seul.e est décuplé cinq fois en passant d'un pour cent à cinq pour cent.

En dépit de cette érosion, la famille continue d'occuper une position centrale dans la vie des jeunes. Deux questions nous permettent d'attester de cette centralité : en réponse à la première, 82 pour cent des enquêtés affirment que l'on a besoin de la famille contre douze pour cent seulement qui pensent que l'on peut être heureux/euses ou plus heureux/euses en étant seul.e.

La deuxième concerne les éléments de stabilité dans la vie personnelle et la relation à la famille apparaît au premier rang des facteurs de stabilité avec 69 pour cent des suffrages des jeunes.

Le manque de confiance dans les institutions politiques officielles ne se traduit pas par le désir de voir l'État perdre de son rôle et de ses prérogatives sur le plan économique et social. Les jeunes qui souhaitent voir l'État jouer un rôle plus important sont largement majoritaires, avec une moyenne de 65 pour cent. Cela vient confirmer ce que plusieurs travaux de recherche n'ont cessé d'affirmer : l'ancrage de l'État dans la société tunisienne est très important et les critiques à son égard sont motivées par ses supposées défaillances au regard des rôles qu'il lui revient de jouer (Allal/Bennafla, 2011).



4

PERCEPTION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE, EMPLOI ET RAPPORT AU TRAVAIL

Le volet que l'enquête consacre à la situation économique des jeunes est très complet. Il concerne plusieurs dimensions de cette situation et apporte des éléments d'analyse et des enseignements précieux quant à la condition juvénile «réelle» et quant à la manière dont les jeunes évaluent et jugent cette condition. L'enquête fournit aussi des informations importantes sur la place du travail et les attentes le concernant dans la vie des enquêté.es.

Un peu moins que le tiers (30 %) des jeunes enquêté.es occupe un emploi rémunéré et un.e jeune sur cinq (21 %) n'a pas d'emploi rémunéré mais est désireux/euse d'en avoir un. Comme on peut s'y attendre, le taux des jeunes actifs/ves occupé.es est plus élevé parmi les enquêté.es âgé.es entre 26 et 30 ans, où il atteint le tiers (32 %) et légèrement moins élevé chez les femmes (18 %) que chez les hommes (24 %).

Parmi les jeunes qui travaillent, 15 pour cent occupent des emplois publics, 17 pour cent un emploi permanent mais sans couverture sociale, 21 pour cent travaillent pour leur propre compte, soit dans une profession libérale, soit comme travailleur/euse qualifié.e et 17 pour cent sont des journaliers/ères précaires. Le taux des précaires est plus élevé chez les jeunes des milieux défavorisés, où il atteint 35 pour cent.

Selon les réponses des jeunes, l'informalité domine les rapports de travail : à peine le quart (23 %) affirment avoir un contrat de travail. Ce taux est très faible chez les travailleur/euses jeunes (16-20 ans) qui doivent occuper des emplois d'apprentis au noir, chez les moins instruit.es (15 %) et dans les catégories sociales défavorisées (9 %).

Dans l'enquête, la précarité de l'emploi est approchée par plusieurs indicateurs, dont le fait de continuer ou non de recevoir son salaire en cas de maladie. Les chiffres sont à ce propos assez similaires : seul un quart (24 %) des jeunes employé.es affirment continuer de recevoir un salaire en cas de maladie.

Figure 12

Contrat de travail

Disposes-tu d'un contrat de travail écrit ?

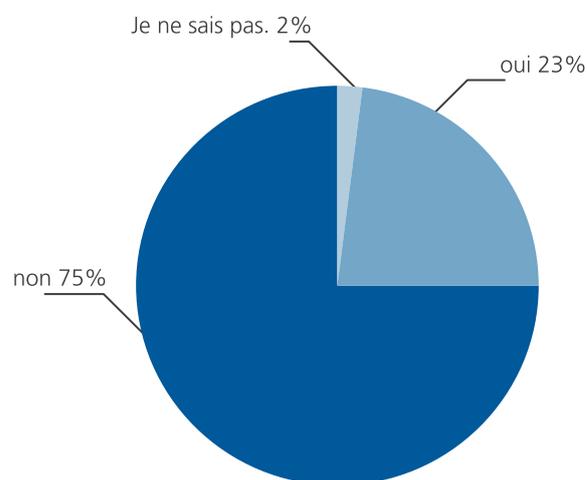
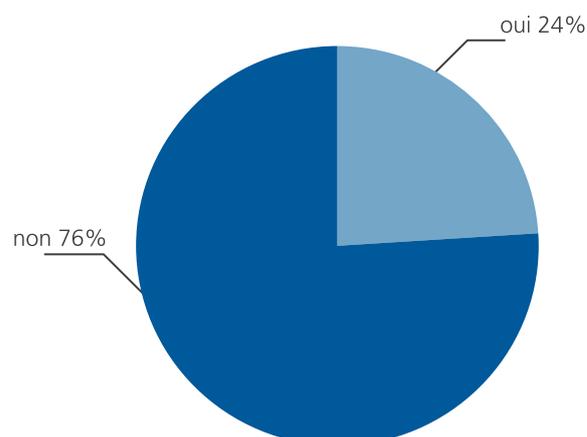


Figure 13

Paiement en cas de maladie

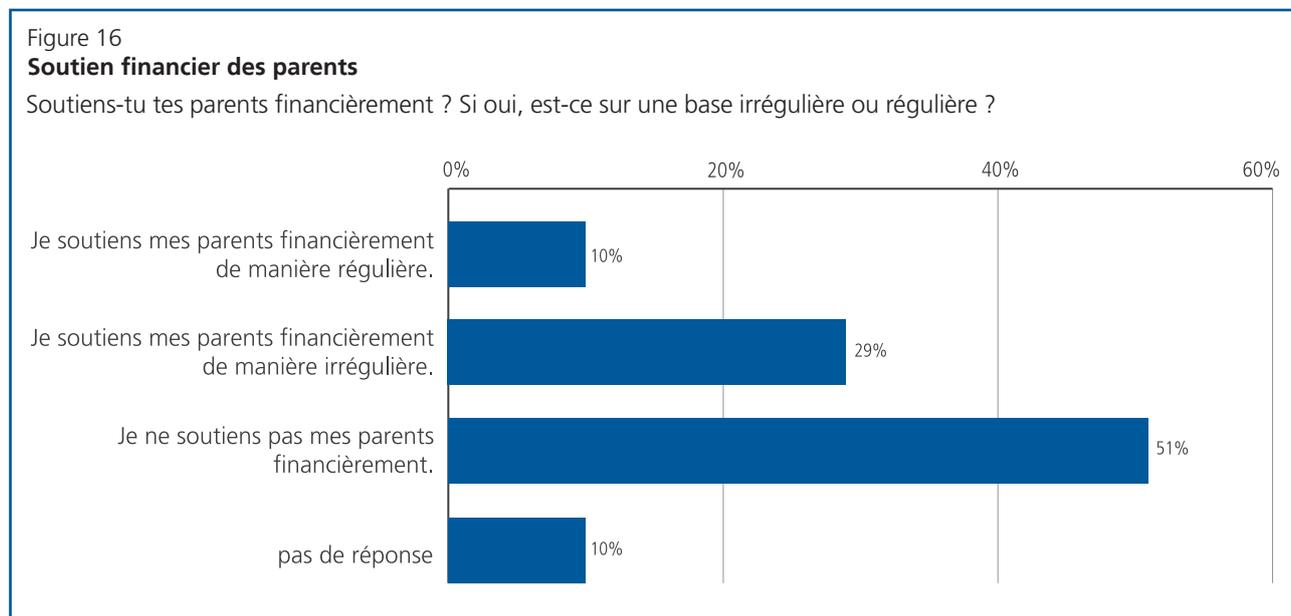
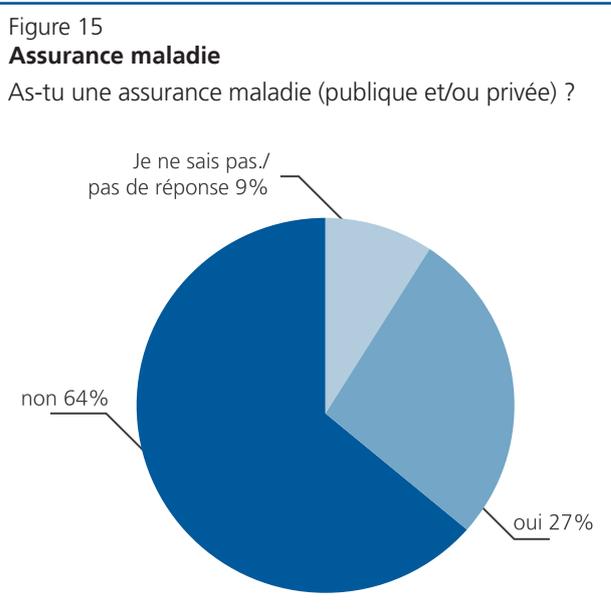
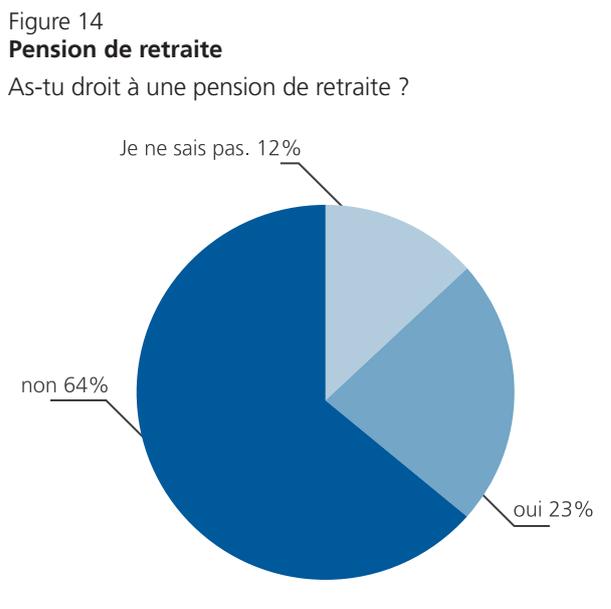
Perçois-tu un paiement continu en cas de maladie ?



Nous constatons presque les mêmes taux en ce qui concerne le deuxième indicateur, celui des cotisations sociales pour la retraite : 23 pour cent seulement des jeunes qui travaillent affirment qu'ils/elles auront droit à une pension de retraite. Et ce taux chute à quatre pour cent chez les jeunes travailleurs/euses des milieux défavorisés.

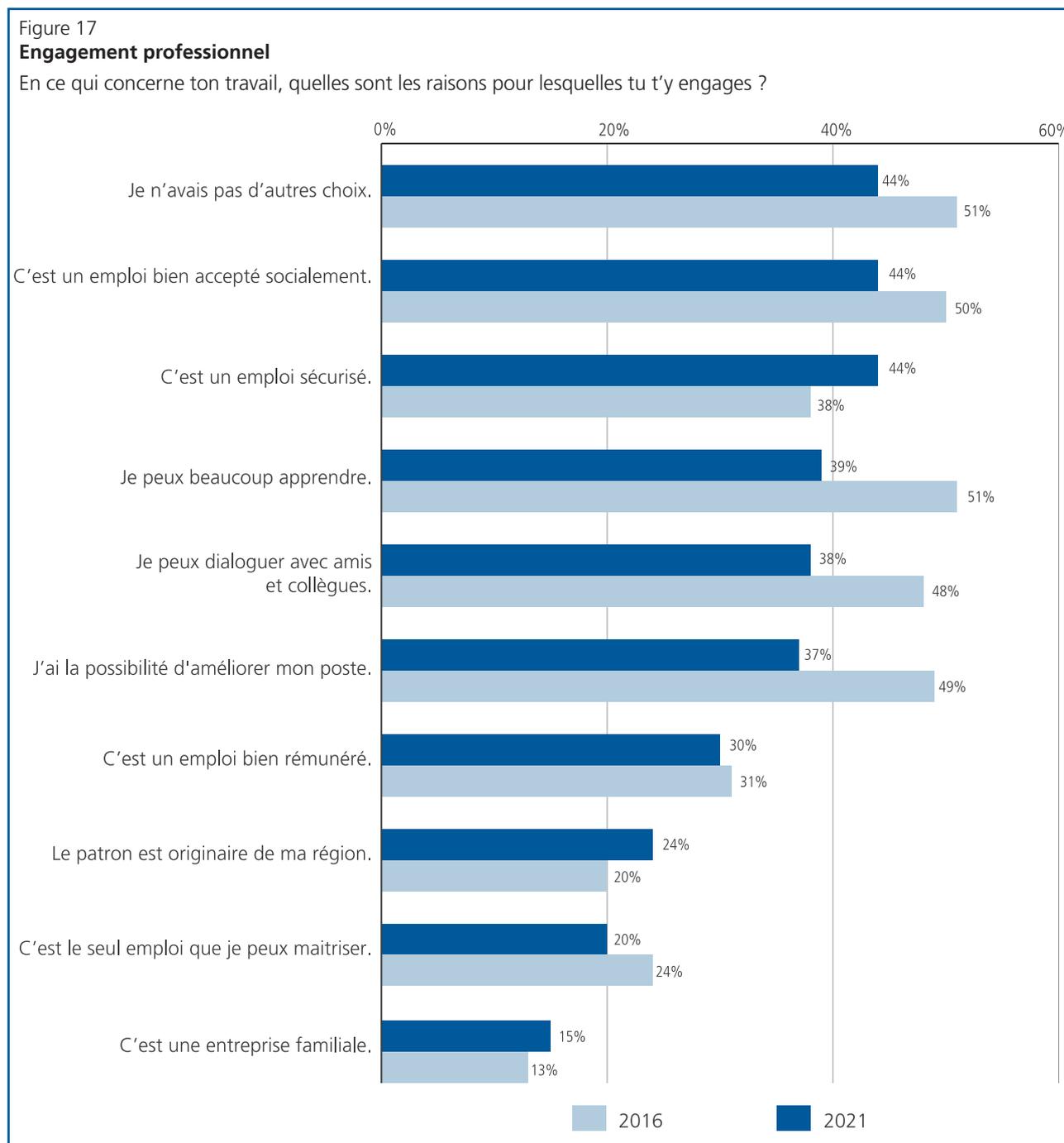
En moyenne, l'accès à une couverture des soins médicaux se situe, lui aussi, au même niveau et ne concerne que près d'un quart des jeunes. Il est plus important lorsqu'il s'agit des plus jeunes, âgé.es entre 16 et 20 ans, du fait que ces dernier.es sont probablement encore dépendant.es de la couverture sociale de leurs parents (46 %).

La question des transferts financiers entre parents et enfants est un aspect important des formes de solidarité intergénérationnelle (Melliti, 2016). L'enquête fournit des informations précieuses sur le volume des transferts que les jeunes font à l'endroit de leurs parents. La moitié des jeunes qui travaillent (51 %) affirment qu'ils/elles n'apportent aucun soutien financier à leurs parents contre près de 40 pour cent qui le font, soit de manière régulière, soit de manière irrégulière. Les hommes, traditionnellement investis du rôle de pourvoyeur économique du groupe familial sont, semble-t-il, largement plus nombreux à le faire, avec un taux de 47 pour cent contre 30 pour cent pour les femmes. Les plus âgé.es - entre 26 et 30 ans - parmi les jeunes qui travaillent, sont plus sollicité.es à cette fin avec un taux d'ensemble de 53 pour cent. Si l'on reste globalement ici sur cette représentation traditionnelle du rôle de l'homme dont les responsabilités économiques au sein de la famille ne peuvent que s'affirmer avec l'âge, il n'est pas inintéressant de noter que les jeunes femmes ne sont plus complètement exonérées. D'autres enquêtes montrent que les attentes économiques des parents vis-à-vis de leurs enfants de sexe féminin augmentent dans le cas d'un investissement important dans leur scolarité (ibid.).



Les raisons qui expliquent le choix de rester dans l'emploi occupé sont révélatrices du rapport des jeunes au travail et du sens qu'il a pour eux/elles. Il ressort de l'enquête que trois motivations dominent ce choix pour 44 pour cent des

réponses : le fait de ne pas avoir d'alternative, la recherche de la sécurité et le caractère socialement apprécié de l'emploi en question.



La satisfaction au travail est un autre indicateur de cette étude. Les données montrent que le tiers (35 %) des enquêtés qui travaillent est très satisfait de son travail et qu'un peu plus que le tiers (38 %) est plus réservé, alors que 14 pour cent sont peu satisfait.es et 14 pour cent totalement insatisfait.es. L'insatisfaction au travail est exprimée de manière plus nette chez les jeunes issu.es des catégories sociales défavorisées (20 %) et les moins dotés.es scolairement (45 %). Chez ces derniers, le taux de ceux/celles qui sont très satisfait.es de leurs emplois avoisine le zéro.

D'après la littérature (Mercure/Vulture, 2012), le rapport au travail et son ethos sont déterminés par deux variables : sa centralité dans la vie des concerné.es et la finalité qu'on lui attribue. L'enquête fournit des enseignements intéressants en ce qui concerne ce deuxième point. Dans leurs réponses, les jeunes apparaissent partagé.es entre la finalité instrumentale du travail se rapportant au revenu et aux moyens de subsistance et une finalité expressive que des items tels que «faire quelque chose qui a du sens pour moi», «avoir le sentiment de réaliser quelque chose», «avoir le sentiment

de faire quelque chose d'utile pour la société» et «la possibilité de concrétiser mes idées» sont plus susceptibles de rendre.

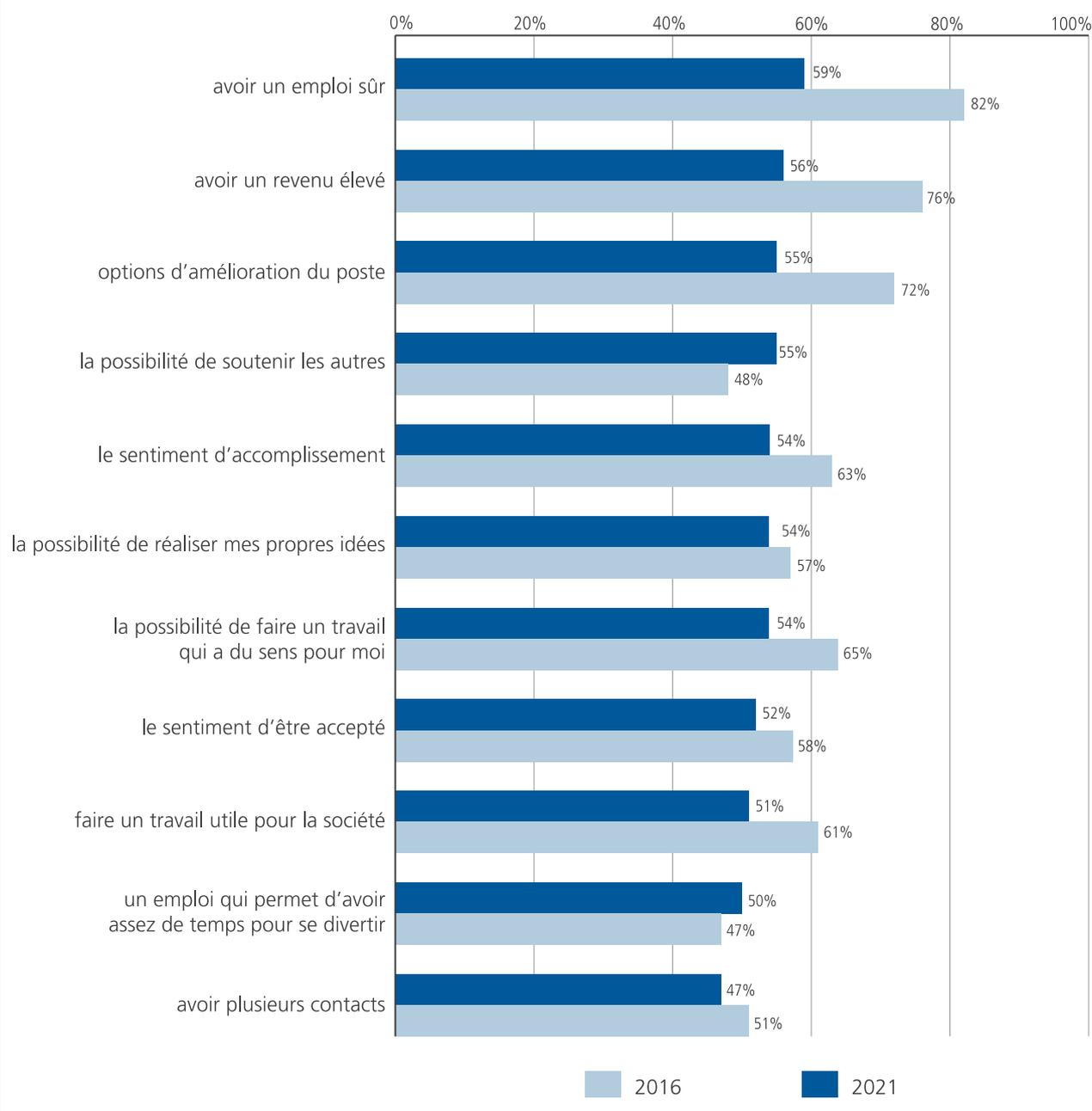
Nous pouvons constater d'abord, que la sécurité économique est le facteur de satisfaction le plus déterminant et qu'il arrive en tête avec un taux de 59 pour cent. Cela vient conforter notre constatation au sujet des motivations du choix d'emploi. Ce besoin de sécurité est plus grand chez les jeunes du milieu rural (67 %) et les jeunes issu.es des milieux les moins nantis (62 %). Faisant abstraction de ce premier facteur de satisfaction, les réponses mettant en avant la finalité instrumentale et sa finalité expressive sont très proches en moyenne avec un taux de réponses positives de 56 pour cent pour l'item «réaliser un bon revenu» et

55 pour cent pour l'item «améliorer ma situation sociale», contre 54 pour cent pour les quatre items insistant sur la dimension expressive du travail : «le sentiment de réaliser quelques chose», «la possibilité de concrétiser mes idées», «la possibilité de faire quelque chose qui a du sens pour moi» et «la possibilité d'aider les autres» (55 %). Nous pouvons cependant constater que la dimension instrumentale prend légèrement le dessus dans le milieu rural, et que la dimension expressive est moins présente chez les jeunes les moins instruit.es avec des valeurs qui tournent autour de 40 pour cent seulement. Ceci n'a rien d'étonnant vu qu'il est largement admis que l'importance de la dimension expressive est un «luxe» ne pouvant entrer en ligne de compte que si l'on est déjà à l'abri du besoin.

Figure 18

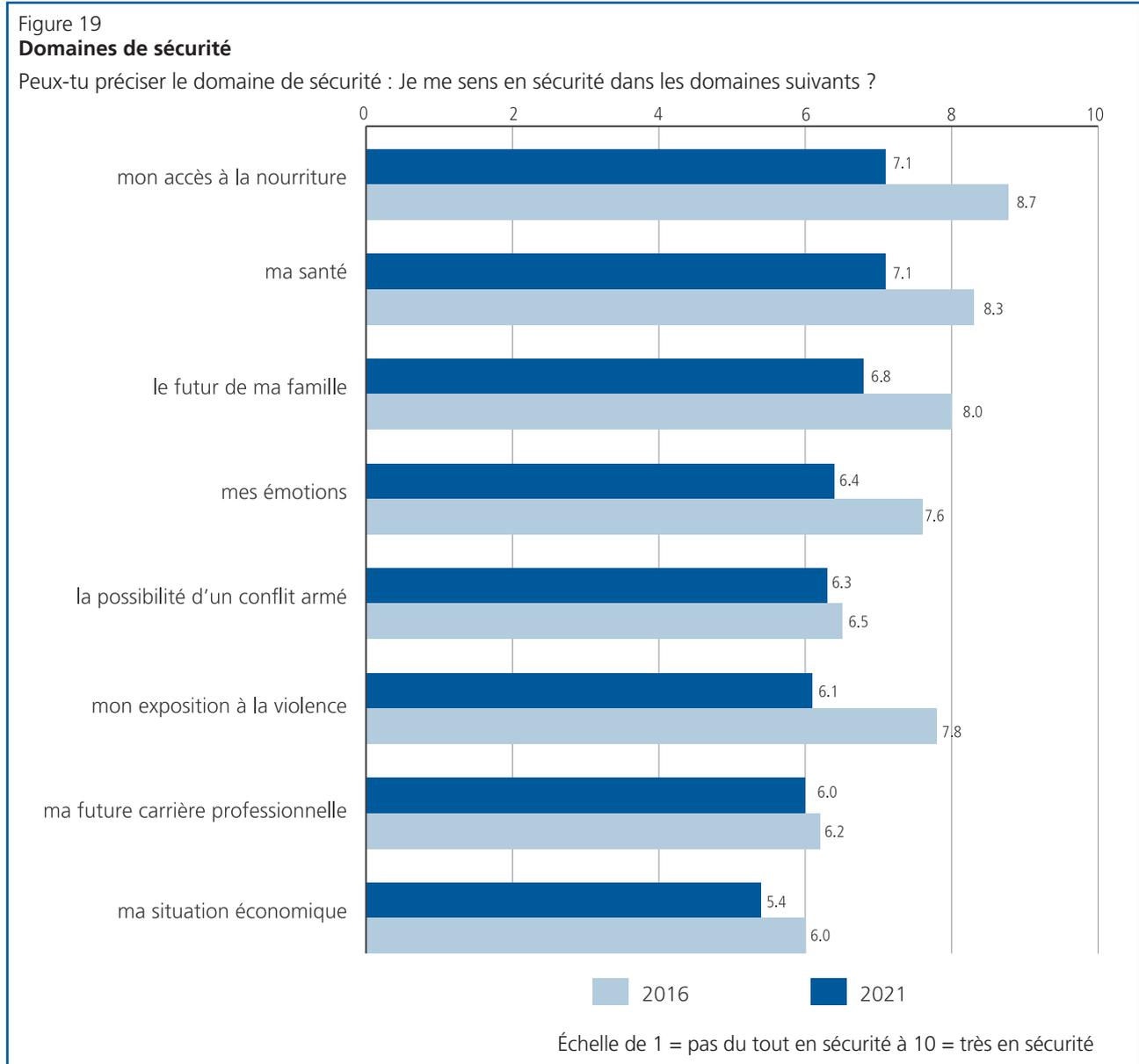
Aspects de la satisfaction au travail

À quoi devraient ressembler une situation d'emploi et ton travail pour que tu sois satisfait.e ?



Si la situation économique apparaît comme l'élément qui inquiète le plus avec un sentiment de sécurité légèrement au-dessus de cinq points sur dix, la peur de manquer de

nourriture est cependant la plus faible, avec un sentiment de sécurité équivalant à sept points.



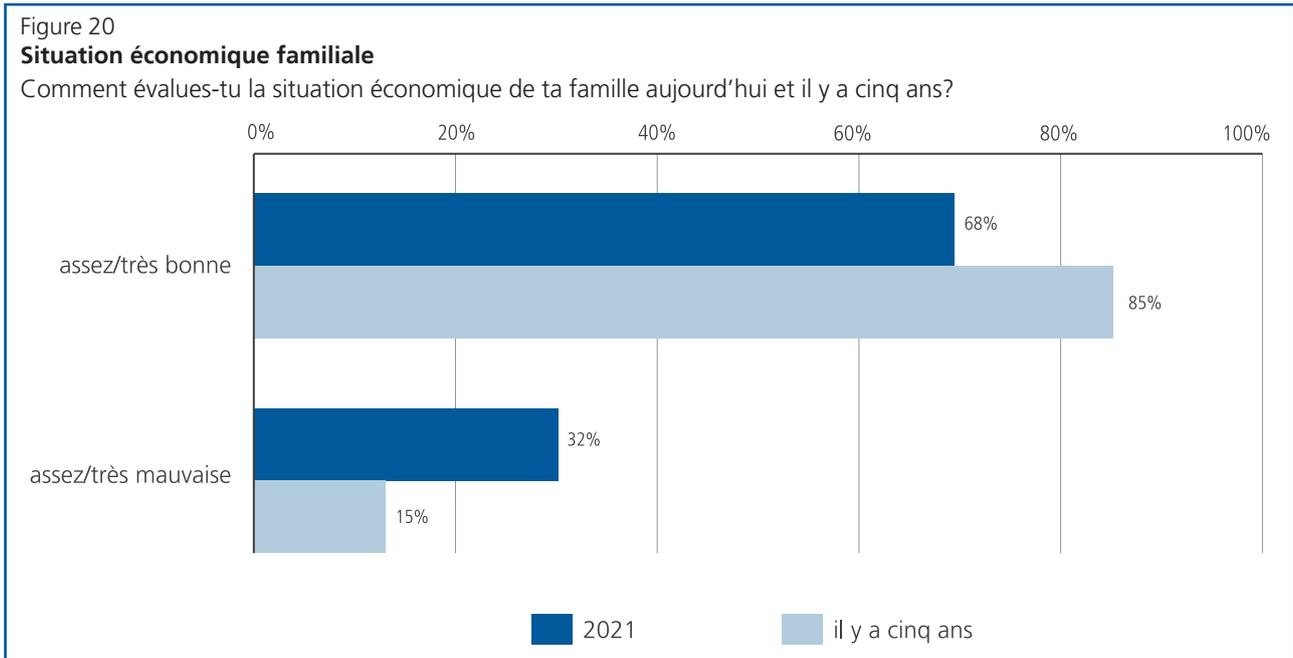
Les données concernant l'évaluation par les jeunes de la situation économique de leurs familles montrent que la majorité d'entre eux/elles (68 %) estiment que celle-ci est soit nettement, soit plutôt bonne, alors que près d'un tiers (32 %) la jugent nettement ou plutôt mauvaise.

Les jeunes sont moins optimistes lorsqu'il s'agit d'évaluer leur situation économique personnelle : 57 pour cent seulement jugent qu'elle est très bonne ou plutôt bonne contre 43 pour cent qui jugent qu'elle est mauvaise ou très mauvaise, avec une augmentation de l'insatisfaction de huit pour cent au cours des cinq dernières années.

Le niveau de satisfaction de la situation économique de la famille est plus élevé chez les femmes en raison probablement d'un niveau d'attentes plus bas, que chez les hommes (73 % contre 64 %). Il est à son niveau le plus bas chez les jeunes ruraux avec un taux de 59 pour cent et le plus

élevé parmi les jeunes des milieux aisés avec un taux de 88 pour cent. Dans l'ensemble cependant, la comparaison avec les données de 2016 montre un net recul de la satisfaction de la situation de sa famille, situé en moyenne autour de 17 points, et qui atteint 32 points chez les jeunes les moins dotés au niveau scolaire et 31 points en ce qui concerne les jeunes issus du milieu rural.

Ce recul est à nuancer à la lumière de leur propre évaluation aujourd'hui de ce qu'était cette situation il y a cinq ans. En effet, 32 pour cent seulement estiment que celle-ci était très ou plutôt mauvaise, et 63 pour cent qu'elle était très ou plutôt bonne il y a cinq ans. Nous retrouvons ici un sentiment timide que la situation s'est dégradée, mais avec beaucoup moins d'importance que ne le suggère la comparaison des réponses de 2016 à celles de 2021.

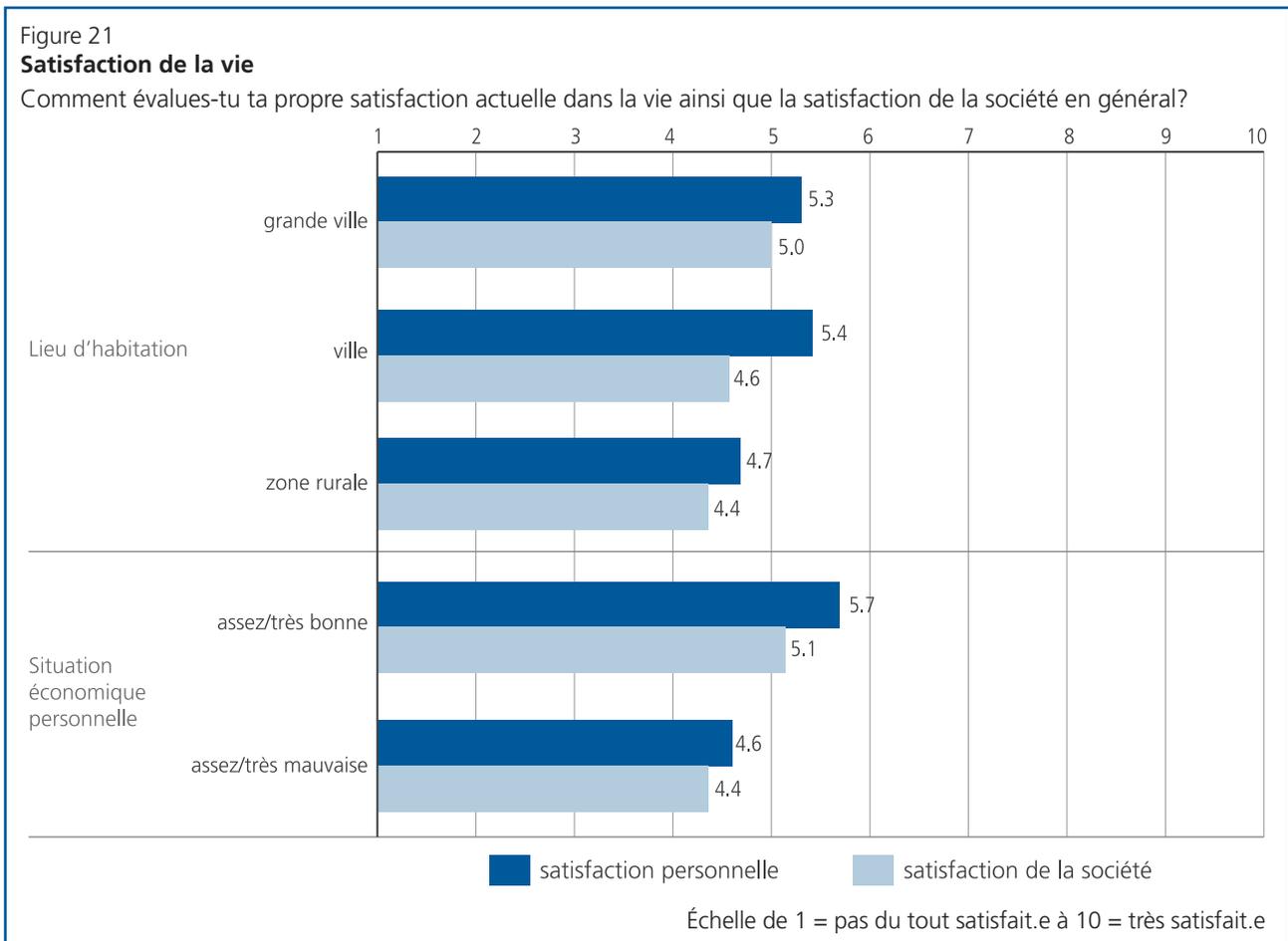


Pourtant, deux tiers des jeunes (68 %) se plaignent de ne pas disposer d'argent quelle qu'en soit l'origine (argent gagné par le travail ou donné par la famille). La privation d'argent est très importante chez les jeunes des milieux défavorisés (86 %) et chez les ruraux (82 %).

Le manque d'argent, dont se plaignent les jeunes, se traduit par une faible intégration au système bancaire. À peine un.e jeune sur cinq (21 %) a un compte bancaire ou postal et

moins qu'un.e jeune sur dix une carte bancaire (9 %). Ce taux est très faible parmi les jeunes âgés entre 16 et 20 ans (4 %) et en ce qui concerne les ruraux (5 %).

Le degré de satisfaction personnelle de sa propre vie est en moyenne autour de cinq points sur dix (précisément 5,2). Sans surprise, ce degré est en deçà de la moyenne chez les jeunes ruraux (4,7) et dans les catégories sociales défavorisées.



Comme on peut s'y attendre aussi, lorsqu'il est demandé aux jeunes de se comparer aux autres, ceux/celles-ci refusent d'assumer une attitude de «frustré.es», soit en affirmant qu'ils/elles ne prêtent pas attention à la différence entre leur situation et celle d'autrui, soit en assurant qu'ils/elles se considèrent chanceux/euses lorsqu'ils/elles se comparent aux autres.

Les chiffres sont parlants : un premier tiers des répondant.es assume le statut de «frustré.e» ou estime avoir manqué de chance. Un deuxième tiers, soit 36 pour cent, a le sentiment d'être chanceux/euse ou privilégié.e. Il est intéressant de voir que près du tiers aussi, soit 27 pour cent, se déclare «indifférent.es» (Fig. 22). Comment interpréter cela ? Nous avons observé la même tendance dans d'autres enquêtes, la

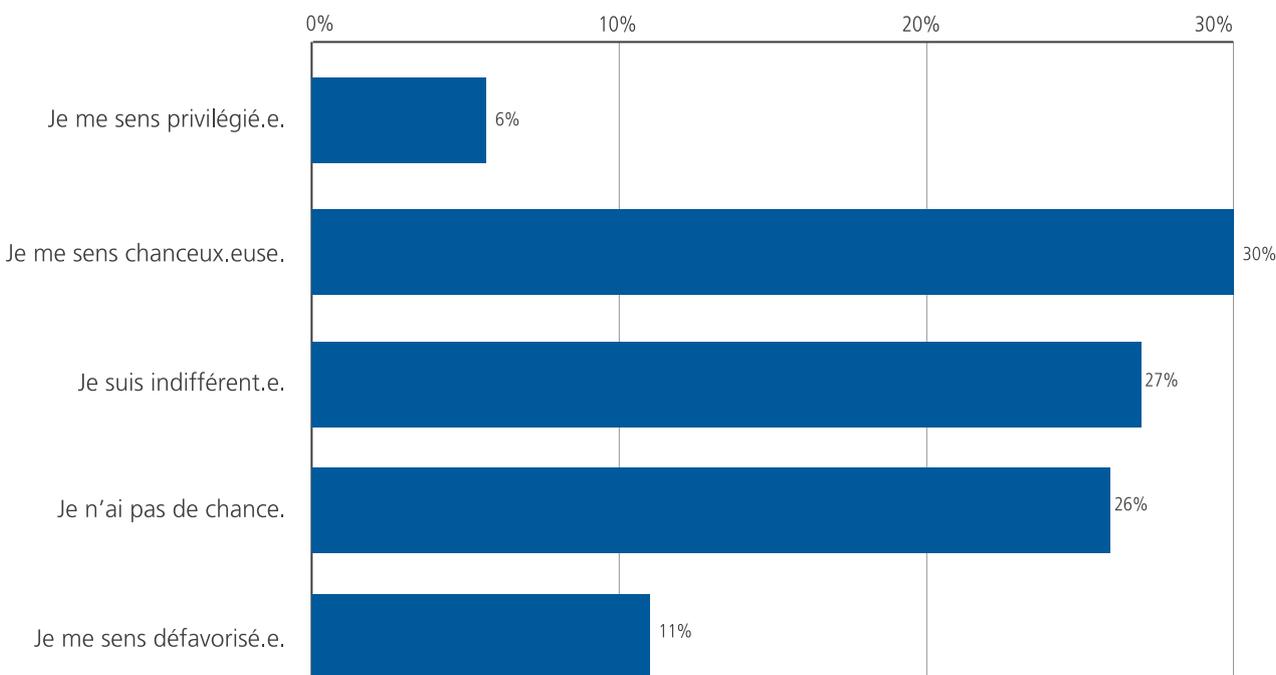
comparaison sociale étant une source principale de frustration – ce que Samuel Stouffer (1949) appelle la frustration relative – bon nombre de jeunes s'en protègent en déclarant que la comparaison à autrui ne les intéresse pas (Melliti, 2018).

Parmi les enquêté.es, ce sont les jeunes les plus âgé.es, c'est-à-dire âgé.es entre 26 et 30 ans (45 %), les jeunes des milieux défavorisés (49 %), les jeunes de niveau d'instruction élevé (40 %) susceptibles de revendiquer légitimement une situation sociale confortable, et à moindre degré les ruraux (39 %), qui assument leur frustration en affirmant qu'ils/elles estiment ne pas avoir de chance et qu'ils/elles se sentent privés.es.

Figure 22

Satisfaction de la vie – évaluation de la différence

Que penses-tu de la différence entre toi et la société en général?



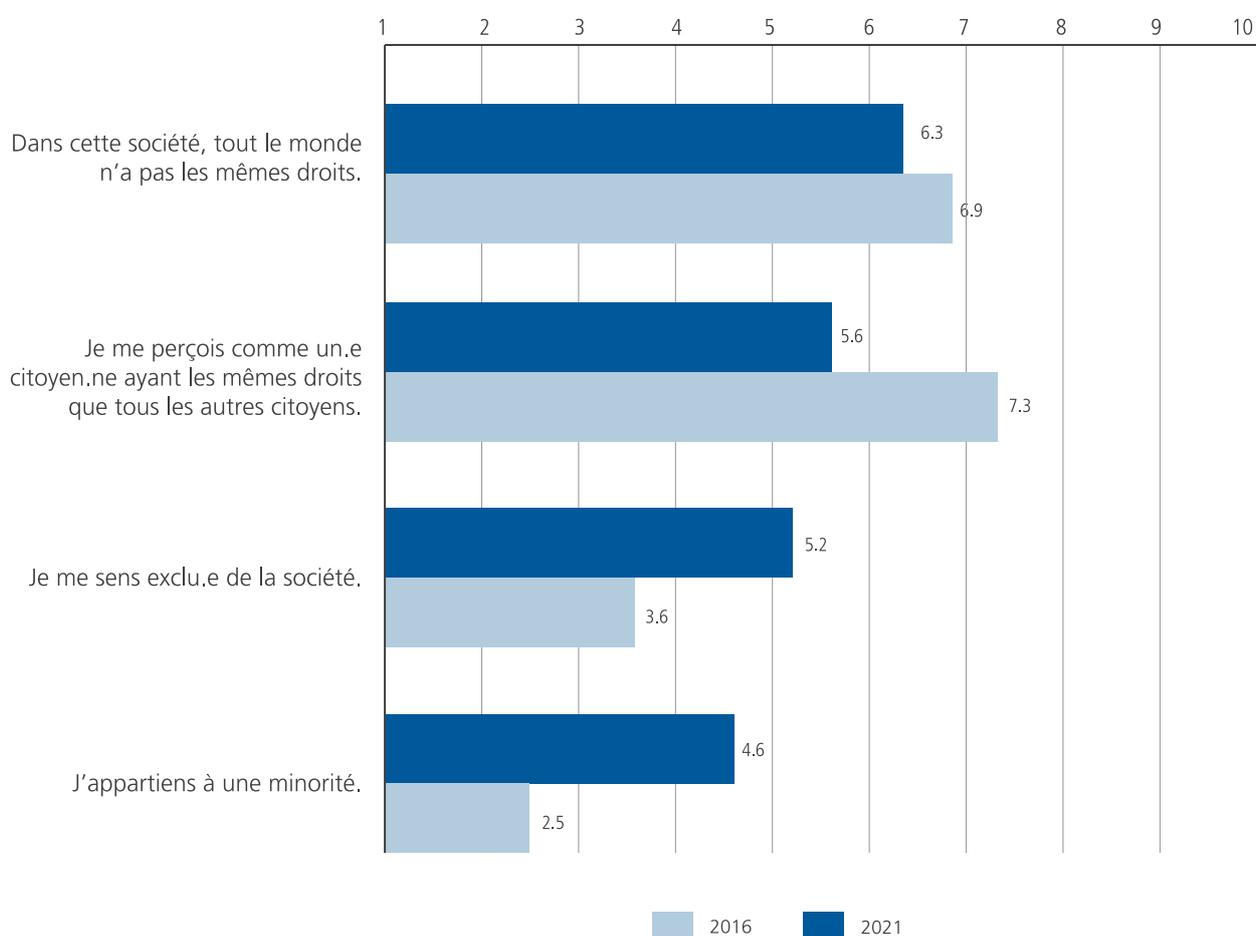
Le jugement que se font les jeunes de leur propre situation est à mettre en relation avec leur perception de leurs droits en tant que citoyen.nes et de la manière dont ils/elles perçoivent le respect de l'égalité en droit entre citoyen.nes dans la société tunisienne. Or, si les jeunes sont plutôt d'accord, avec une valeur de 5,6 sur 10, avec l'assertion selon laquelle

ils/elles se considèrent comme des citoyen.nes à part entière, ils/elles sont davantage d'accord (6,3 sur 10) sur le fait que les individu.es n'ont pas les mêmes droits dans la société tunisienne. Les habitant.es des petites villes sont visiblement les plus critiques, avec une valeur de 6,8.

Figure 23

Évaluation des droits personnels

Si tu considères les déclarations suivantes, es-tu plutôt en accord ?

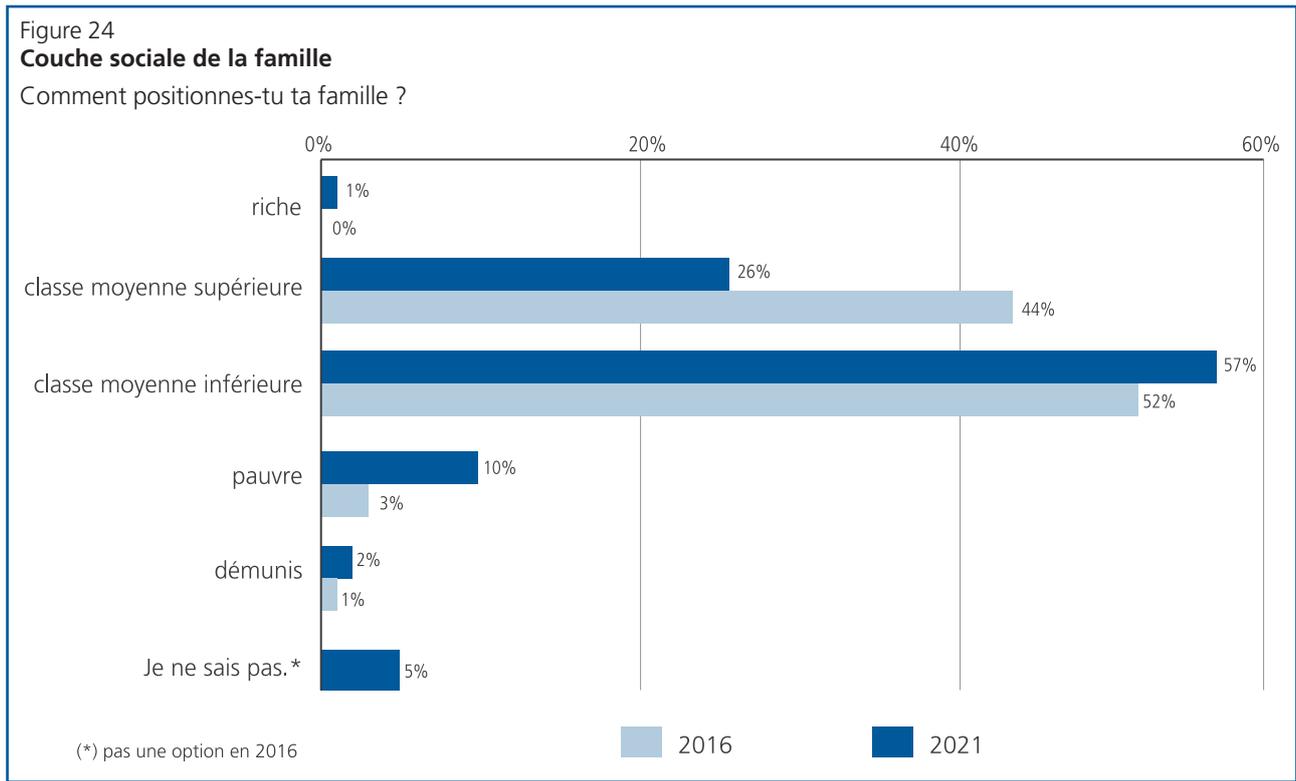


Échelle de 1 = pas du tout satisfait.e à 10 = très satisfait.e

L'enquête fournit des données intéressantes sur la tendance à la « moyennisation »⁵, universellement observée. Comme le montre la littérature, cette « moyennisation » est due à deux facteurs essentiels. On notera d'une part, la tendance des répondant.es à préserver un tant soit peu de leur estime d'eux/elles-mêmes et d'autre part, des mécanismes de comparaison sociale se faisant au plus proche au sein du microcosme social auquel appartiennent les individu.es, les amenant à penser occuper une position plus médiane

que ce n'est réellement le cas (Forsé/Parodi, 2007). Plus de 80 pour cent des jeunes déclarent appartenir à la classe moyenne (supérieure ou inférieure). Il n'y en a que 10 pour cent qui se revendiquent comme « pauvres », un taux très différent selon le genre. En effet, les femmes sont à peine 6 pour cent à l'affirmer contre 15 pour cent, c'est-à-dire plus que le double, s'agissant des hommes.

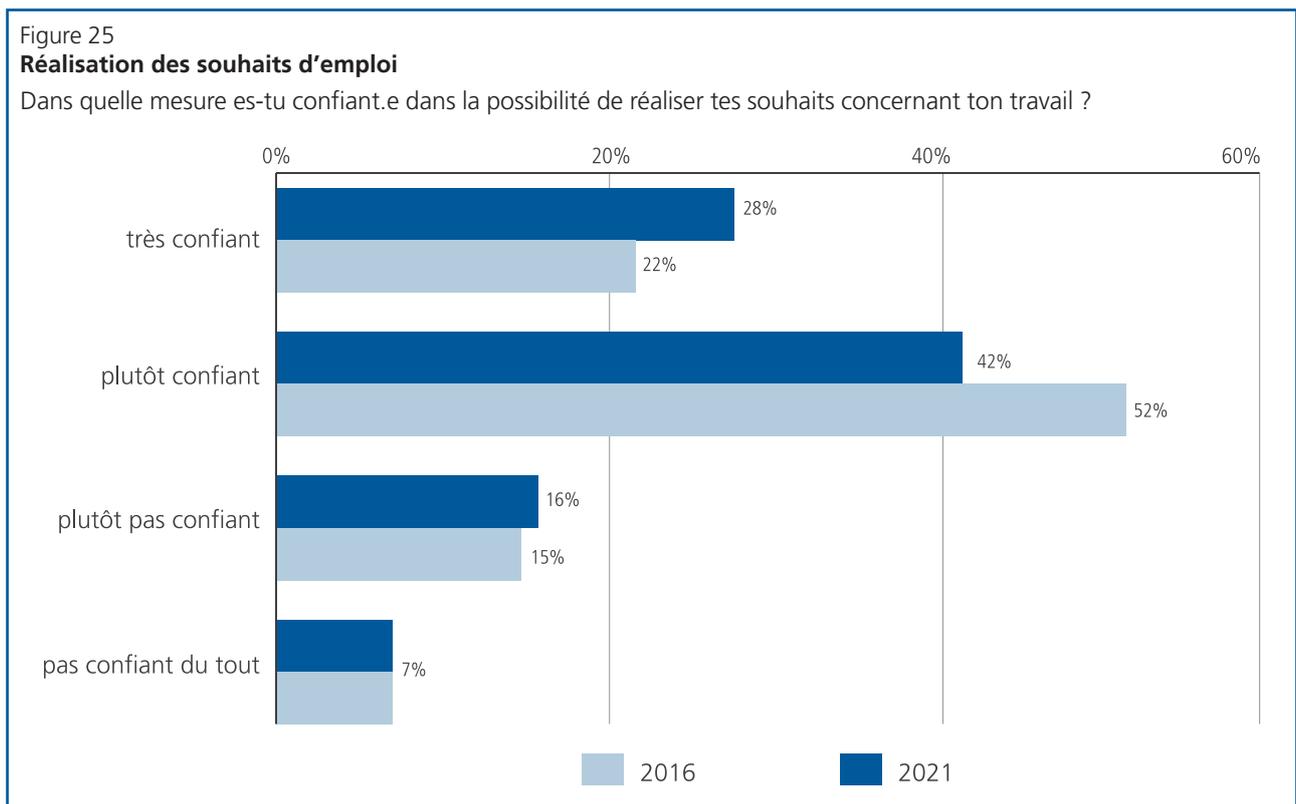
⁵ La notion de « moyennisation » désigne la tendance des personnes interrogées dans les enquêtes à déclarer appartenir à la « classe moyenne ».



Encore une fois, des écarts au niveau des attentes entre femmes et hommes expliqueraient un tel décalage, probablement aussi un sens de la réserve et un souci de faire bonne figure plus accentués (Goffman, 1974).

Une large majorité de jeunes sont confiant.es quant à la possibilité de réaliser leurs objectifs sur le plan professionnel, avec un taux de 70 pour cent. Ce taux avoisine les 60 pour

cent chez les jeunes les moins instruit.es et ceux/celles qui sont issu.es des milieux défavorisés. Il est significatif que le taux de jeunes totalement sûrs de pouvoir réaliser leurs objectifs sur le plan professionnel est en régression de dix points en comparaison à 2016.



5

PROJETS PERSONNELS ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Sur les 1002 personnes interrogées, plus de la moitié, exactement, soit 628, c'est-à-dire 63 pour cent, se déclarent optimistes en ce qui concerne leur propre vie et 133 enquêtés, à peine 13 pour cent, se déclarent pessimistes alors que 239 sont partagés. Comment expliquer un taux d'optimisme aussi élevé ? Nous faisons la conjecture qu'un tel optimisme s'explique par la position dans le cycle de vie : il nous semble en effet difficile de pouvoir assumer une attitude pessimiste à un âge où il est grand besoin d'énergie pour pouvoir se projeter dans la vie. Ce n'est pas un hasard que les plus jeunes, c'est-à-dire les enquêtés âgés entre 16 et 20 ans, aient un score d'optimisme légèrement au-dessus de la moyenne (68 %). Paradoxalement, ce sont les jeunes ruraux et les jeunes femmes, objectivement moins dotés en ressources, qui sont plus nombreux/euses à être

optimistes (avec des valeurs respectives de 75 % et 70 %), ayant davantage besoin d'énergie positive pour tenir bon face à la dureté de leurs conditions.

Cet optimisme est légèrement atténué s'agissant du salut collectif et de l'avenir de l'ensemble de la société : il plafonne en moyenne à 55 pour cent et atteint 66 pour cent chez les jeunes ruraux, toujours plus optimistes que le reste de leurs pairs. L'hypothèse, déjà évoquée, d'un repli sur le salut personnel est à prendre au sérieux. Comme nous le verrons, la centralité du projet migratoire chez les jeunes enquêtés semble la confirmer.

Figure 26

Propre avenir et vie personnelle

Comment perçois-tu ton propre avenir et ta vie personnelle ?

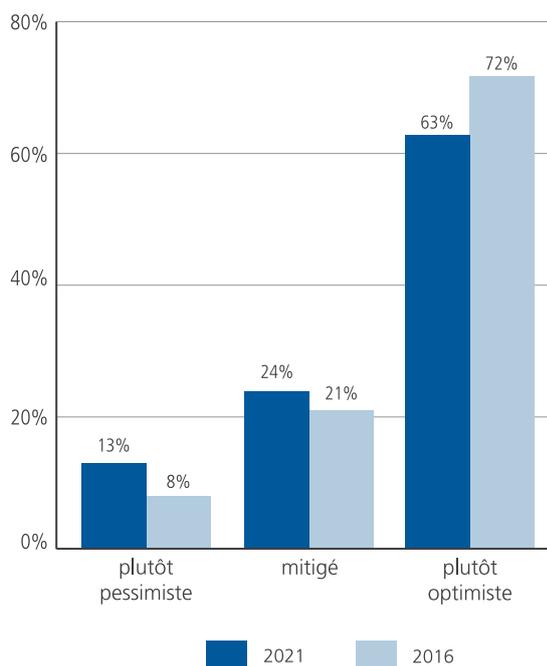
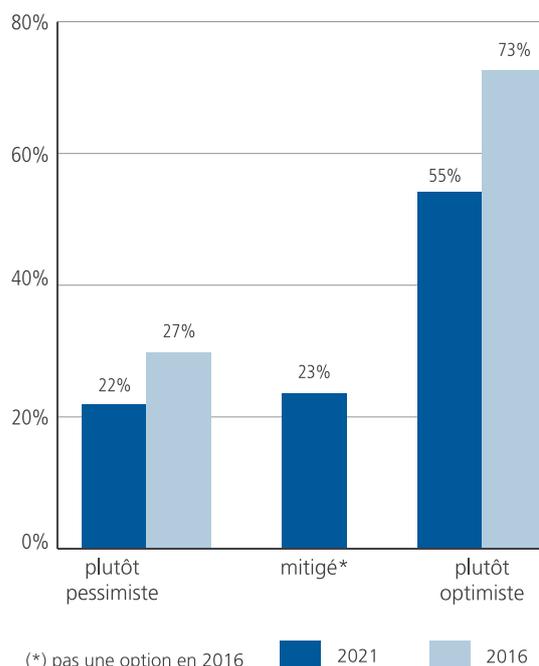


Figure 27

Avenir de la société

Qu'en est-il de l'avenir de notre société ?
Tu le perçois...



Les aspects que les jeunes considèrent comme importants en soulignant leur importance sur une échelle d'un à dix points se rapportent à une dimension essentielle, qui est la réussite économique et sociale, avec ce que cela implique comme possibilité de profiter des plaisirs de la vie. Mais les jeunes semblent aussi attentifs/ves à l'importance que peut avoir la sérénité d'une vie familiale stable, un partenaire fiable (entre 8 et 8,1) et un environnement sécurisé (8,1). Des scores d'importance de huit points et plus en moyenne sont donnés aux aspects suivants : réussir à avoir un niveau de vie élevé, être travailleur et ambitieux, être financièrement autonome et profiter autant que possible de la vie. Toutefois, ces valeurs profondément matérialistes et hédonistes ne semblent pas éclipser l'importance que les jeunes accordent à la religion et, particulièrement, à la croyance en Dieu (8,5).

Lorsqu'on leur demande de préciser l'aspect qu'ils/elles considèrent le plus important dans leur vie future, les réponses des jeunes viennent réaffirmer la prépondérance donnée à la réussite économique, puisque 67 pour cent d'entre eux/elles en moyenne estiment que le fait d'avoir un bon travail est la chose la plus importante. Le fait de réussir son mariage vient en seconde position avec 15 pour cent et revêt plus d'importance pour les femmes que pour les hommes (20 % contre 9 %). Il est surprenant de constater que les liens électifs d'amitié n'occupent qu'une position très marginale dans l'esprit des jeunes, avec seulement

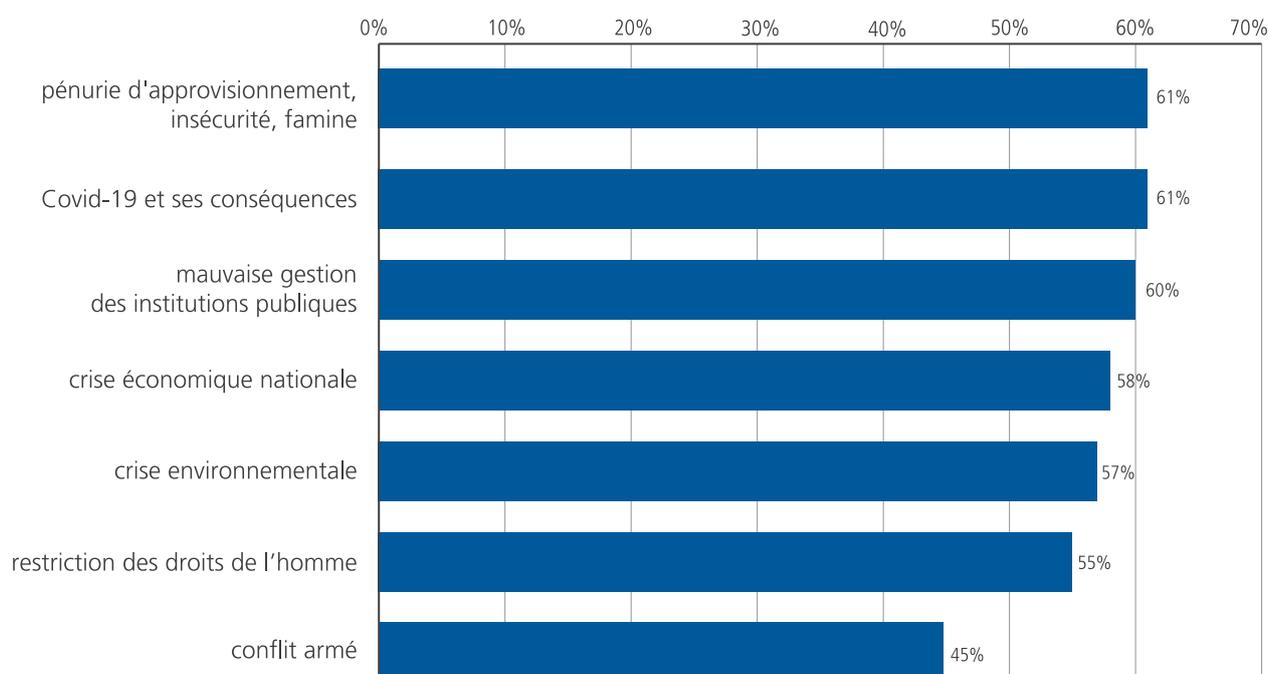
3 pour cent, et qu'ils sont largement déclassés par l'importance accordée aux relations familiales (10 %), à un âge où le groupe de pairs et les liens amicaux devraient avoir une place plus importante. Si nous touchons ici aux limites du « déclaratif » imposé par l'enquête par questionnaire, nous retrouvons aussi ce que d'autres enquêtes montrent bien, à savoir la tendance des jeunes à « copier » l'attitude sceptique des parents à l'égard du rôle positif des relations amicales électives dans la vie de leurs enfants (Mahfoudh/Melliti, 2006).

Parmi les problèmes et les facteurs de crise auxquels les jeunes se sentent exposés et qui sont générateurs d'anxiété dans leur vie quotidienne, apparaissent en bonne position, aux côtés de la crise de la Covid-19 engendrée par le contexte pandémique au cours duquel l'enquête a eu lieu, les soucis liés aux pénuries d'approvisionnement, à la peur de la faim et de l'insécurité (61 %) et à la mauvaise gestion des institutions publiques (60 %). Juste derrière, ce sont les retombées de la crise de l'économie nationale (58 %) et des problèmes de l'environnement (57 %) auxquels les jeunes se sentent aussi exposés dans leur vie quotidienne. Les jeunes ruraux sont nettement plus sensibles à l'impact de la crise environnementale avec un taux de 69 pour cent.

Figure 28

Problèmes/crises dans la vie quotidienne

Quelle est l'importance des problèmes/crises suivants dans ta vie quotidienne? Indique comment tu perçois ton exposition personnelle à ces problèmes.



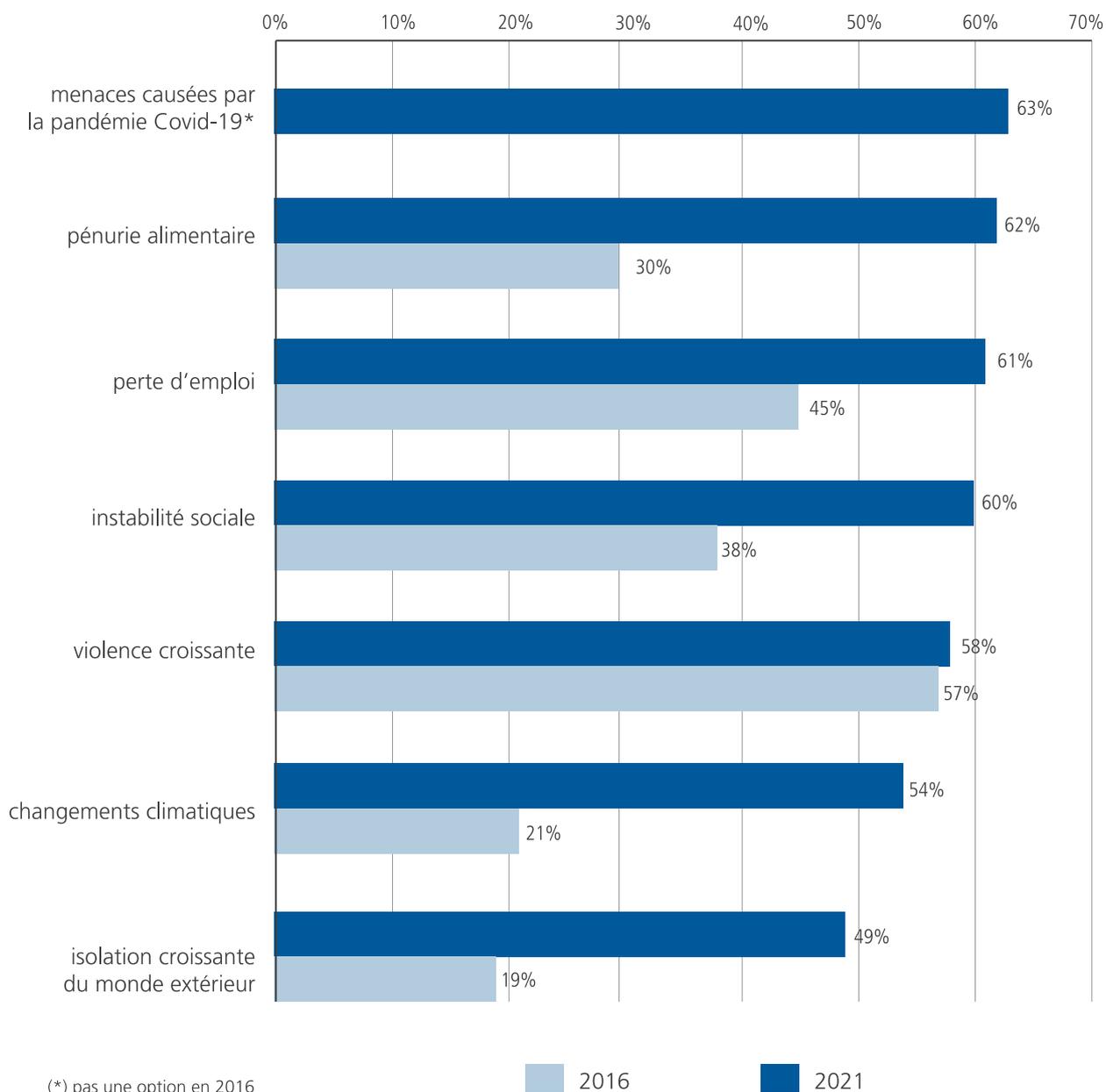
Appelés à se prononcer sur les changements les plus importants dans les cinq dernières années de leurs vies, les jeunes citent, en premier lieu, et avec un taux de 62 pour cent (et une augmentation de 32 points par rapport à 2016), les pénuries alimentaires et, en deuxième lieu, avec 61 pour cent (et 16 points de plus qu'en 2016), la perte d'emploi. Sans trop de surprises, ces données témoignent de la dégradation de la situation économique du pays avec, entre autres

indicateurs, l'absence sur le marché de certains produits de base. Le changement climatique a gagné 33 points en cinq ans avec un taux de réponse de 54 pour cent, ce qui montre que la prise de conscience des problèmes de l'environnement et du climat gagne du terrain, même si le besoin de se mobiliser et d'agir reste un peu plus limité, avec 42 pour cent de répondants qui envisageraient de participer aux mobilisations collectives contre les changements climatiques.

Figure 29

Changements dans la vie

Qu'en est-il des changements intervenus dans ta vie au cours des cinq dernières années - quelle importance revêtent-ils ?



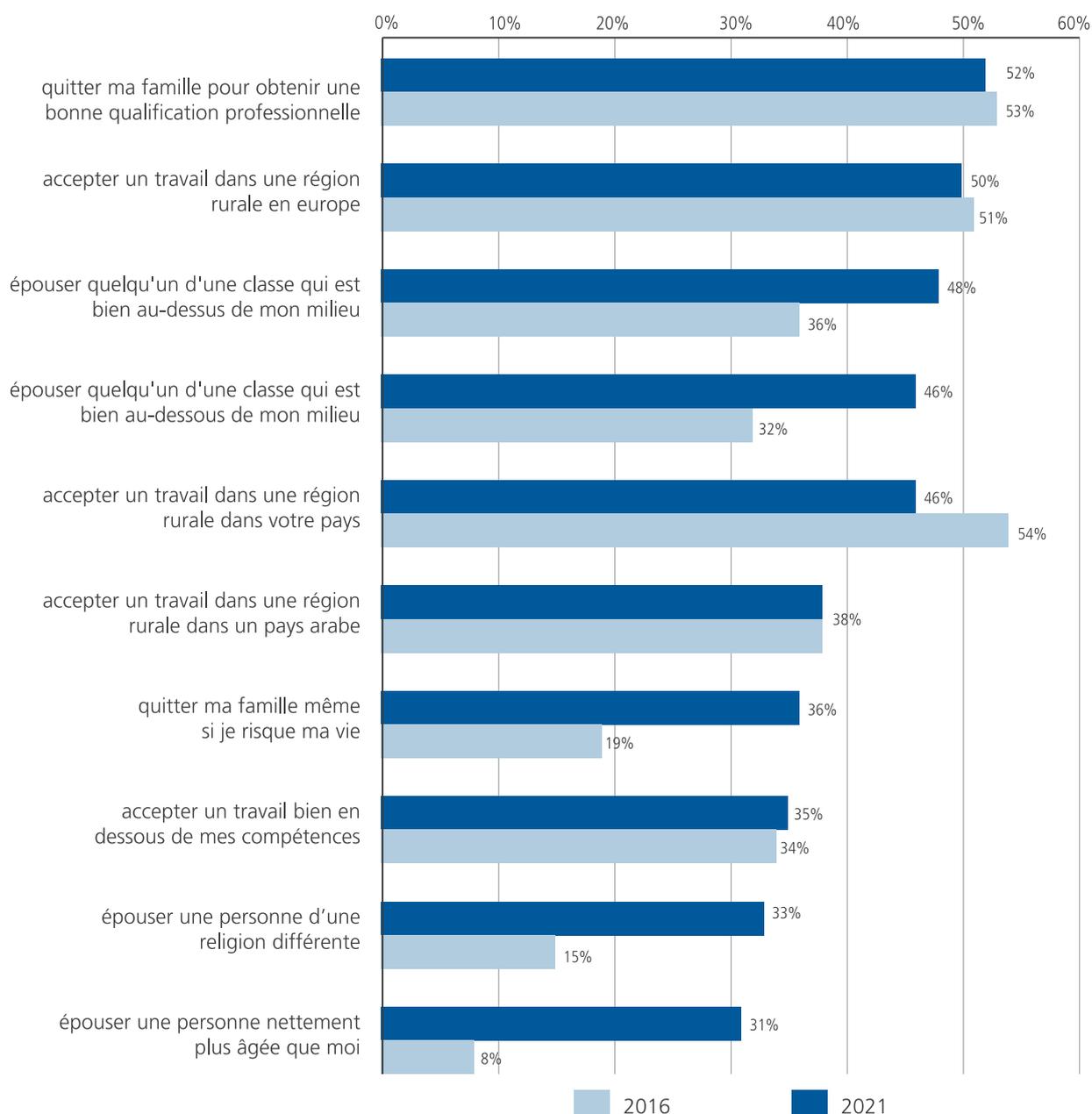
À la question «pour changer votre vie, que serais-tu prêt à faire ?», les réponses des jeunes sont très significatives. 52 pour cent d'entre eux /elles (et 60 % des hommes) sont prêts à quitter leur famille afin d'obtenir un meilleur statut professionnel. Les jeunes ruraux sont nettement plus nombreux/euses à l'accepter avec 64 pour cent et 36 points de plus qu'en 2016. Le fait d'accepter de s'éloigner de la famille est sans doute dû au constat qu'ils/elles font tous les jours qu'il existe peu d'opportunités professionnelles et économiques dans leur environnement familial immédiat. Précisément, le manque d'emplois en dehors de certaines activités saisonnières et précaires expliquerait ce taux plus élevé. 31 pour cent (soit 23 points de plus qu'en 2016) sont prêts à se marier avec une personne de religion différente ou

plus âgée, et ce sont les hommes (37 %) qui affirment être prêts à faire ce choix plus que les femmes (24 %). Cependant, 22 pour cent des femmes, et ce n'est pas négligeable lorsque l'on sait que le mariage des femmes musulmanes avec un non-coreligionnaire est en principe prohibé par le fiqh sunnite, accepteraient de se marier avec un partenaire de religion différente. En revanche, «la raison statutaire» (Hafaïedh, 2000) qui dissuaderait les jeunes d'accepter un travail qui soit largement en deçà de leur qualification semble avoir la vie dure : 35 pour cent seulement déclarent être prêts à le faire. Ce sont les ruraux encore une fois qui sont plus disposés à l'accepter avec 48 pour cent et une augmentation de 20 points par rapport à 2016.

Figure 30

Changer la situation actuelle

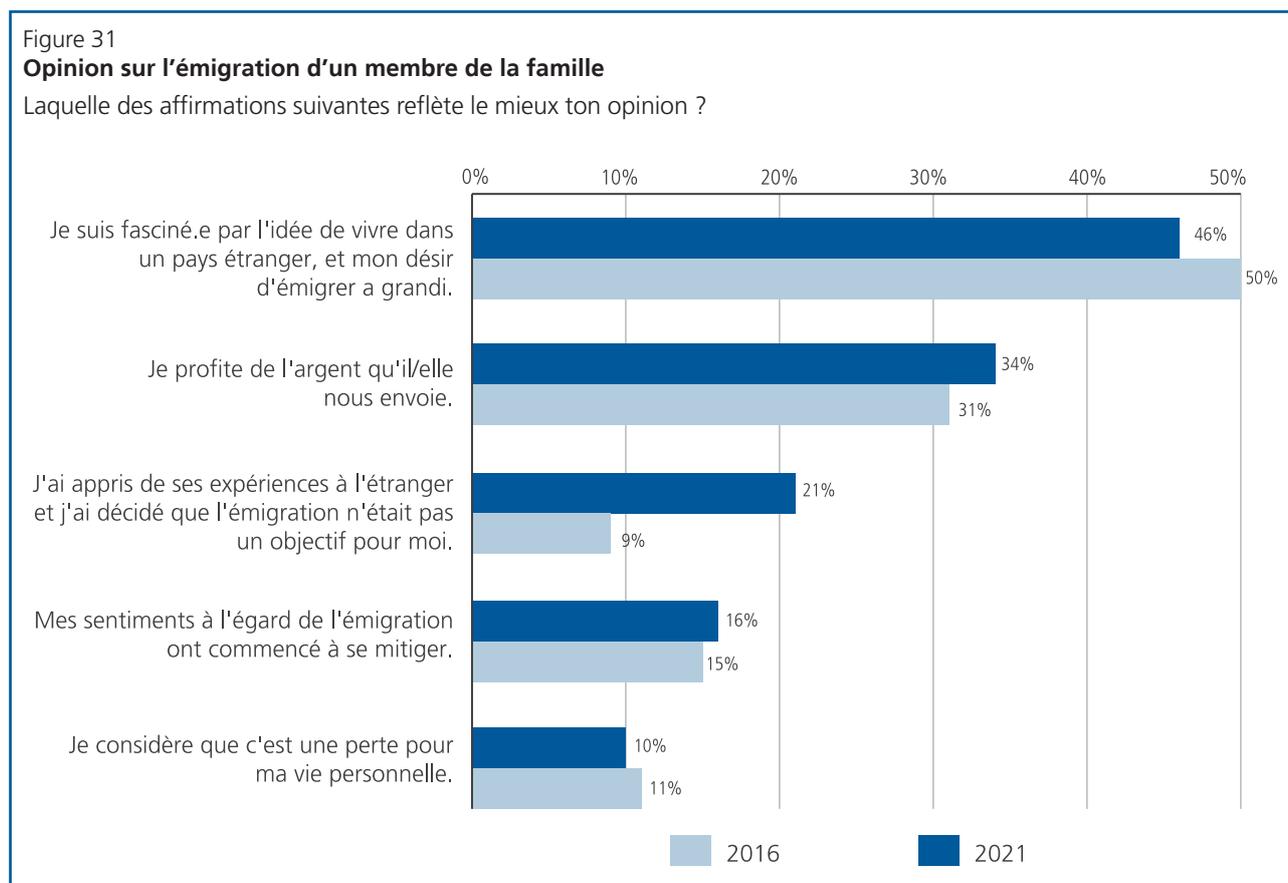
Afin de changer ta situation actuelle, je serais prêt.e à...?



Plus de la moitié des jeunes interrogé.es qui comptent des migrants parmi les membres de leur famille, précisément 54 pour cent, accordent de l'importance à cette réalité. Ce taux est un peu plus élevé chez les jeunes les plus instruit.es et ceux/celles qui appartiennent aux milieux favorisés (61 %).

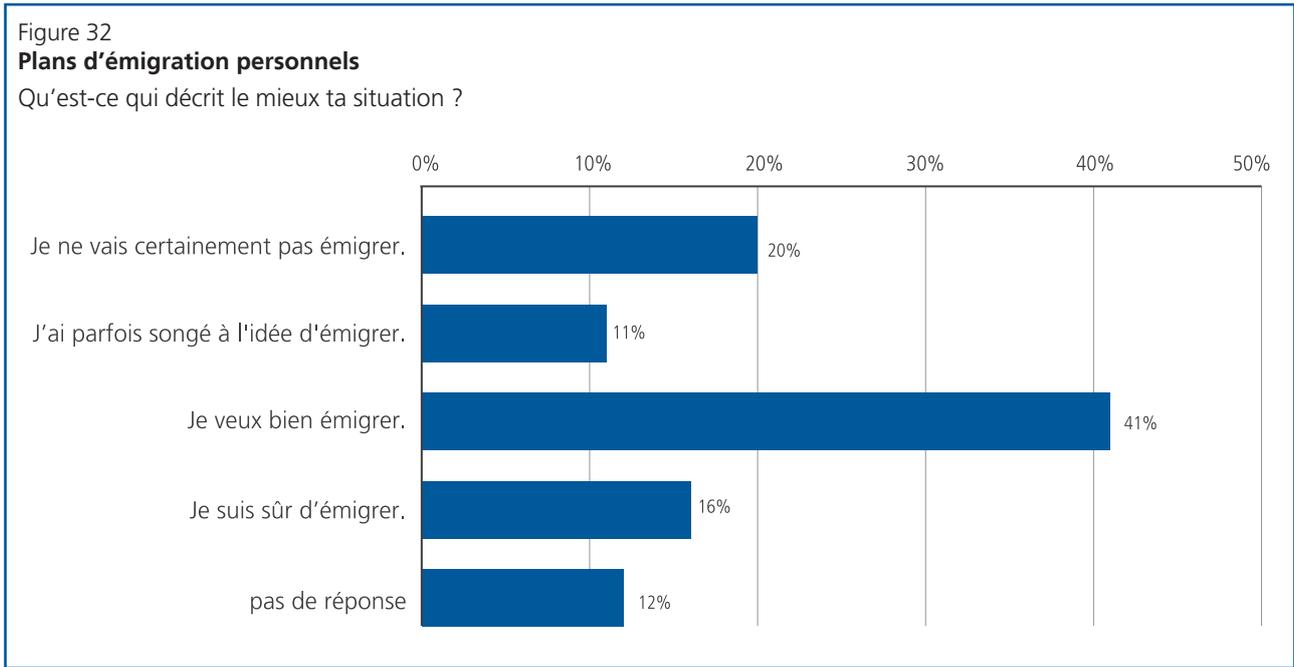
Qu'est-ce qui expliquerait un tel intérêt ? Les réponses à la question suivante offrent quelques clefs de lecture intéressantes (Fig. 31). Ainsi, très peu de jeunes, à peine dix pour cent, considèrent le départ des membres de leur famille comme une perte dans leur vie personnelle. Ils/elles sont 34 pour cent à reconnaître qu'ils/elles bénéficient de l'argent envoyé par ces migrants. Enfin, ils/elles sont près

de la moitié (46 %) à avouer être fasciné.es par l'idée de vivre à l'étranger et que cela ne fait qu'accroître leur désir de partir à leur tour. Cette fascination est évoquée davantage par les hommes (50 %) que par les femmes (41 %), par les jeunes habitant en milieu urbain (notamment les petites villes avec 51 %) que par les ruraux (30 %). De même, cette fascination apparaît plus chez les jeunes les moins diplômés (50 %) que parmi ceux qui ont un niveau d'instruction élevé (42 %) et qui, de ce fait, ont plus d'espoir de construire leur vie et de la réussir dans leur pays.



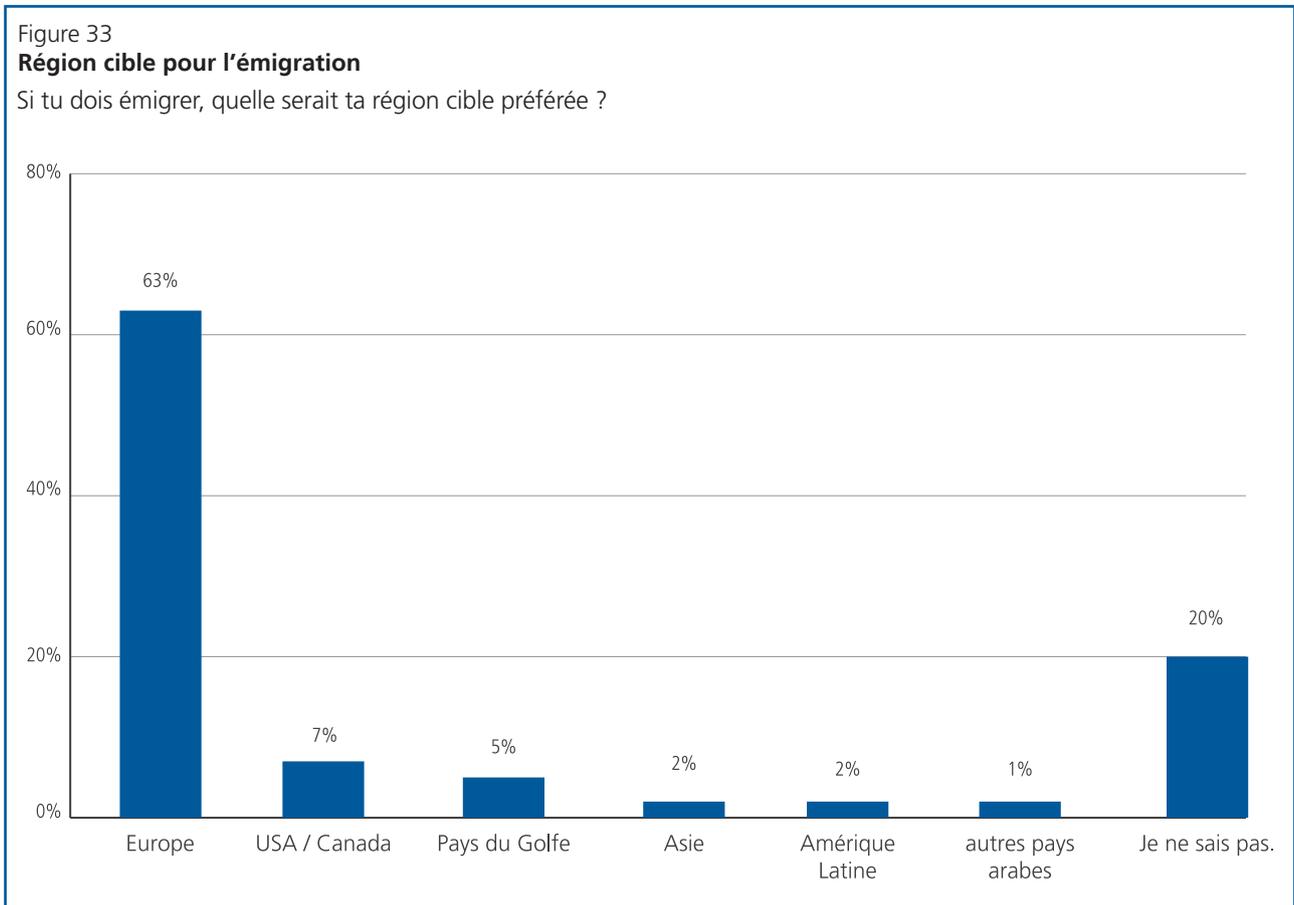
Le taux des jeunes qui déclarent vouloir émigrer est important puisque quatre individu.es sur dix (41 pour cent) des jeunes interrogé.es sont prêts à franchir le pas. Comme on peut l'imaginer, ce taux est plus élevé chez les hommes (46 pour cent) que chez les femmes (36 pour cent). Les données de l'enquête montrent aussi que l'importance du projet migratoire est variable dans l'esprit des jeunes et la place qu'il occupe dans leur imaginaire renvoie à un spectre fait de nuances et de gradations. On constate en effet que 16 pour cent sont carrément sûr.es qu'ils/elles vont émigrer avec un taux nettement supérieur pour les hommes (soit le double, 21 pour cent contre 10 pour cent), alors qu'un.e jeune sur

dix en moyenne (11 pour cent) avoue que l'idée de migrer lui caresse parfois l'esprit. Si les ruraux sont moins sûr.es de pouvoir partir (avec 11 pour cent) que la moyenne des jeunes interrogé.es (16 pour cent), ils/elles sont en revanche plus nombreux/euses (avec 51 pour cent) à le désirer. Les jeunes sans diplômes sont plus nombreux/euses à être sûr.es de migrer (22 pour cent) comme s'ils/elles ne disposaient d'aucun projet alternatif. Certain.es jeunes œuvrent à rendre ce projet possible, en mobilisant les ressources nécessaires à sa réalisation.



63 pour cent des personnes enquêtées dont cette idée a traversé l'esprit, désirent partir en Europe et ce taux est plus important chez les moins âgés (70 %), les moins instruits (78 %) et les jeunes des petites villes (71 %). Comme espace d'accueil éventuel, l'Europe n'a pas de concurrents qui font le poids : à peine cinq pour cent des jeunes désireraient par-

tir dans l'un des pays du Golfe et 7 pour cent en Amérique du Nord, contre 20 pour cent qui n'ont pas de destination de prédilection, ce qui indique que leur projet migratoire n'est pas suffisamment mûri. La comparaison entre femmes et hommes, montre que les femmes sont plus intéressées par les pays du Golfe (8 % contre 3 %).



6

CONCLUSION

Les données de cette deuxième édition de l'enquête sur les jeunes en Tunisie réalisée par la Fondation Friedrich Ebert montrent à quel point la parenthèse engagée avec la Révolution est désormais définitivement close et soulignent l'ampleur du désenchantement politique qu'elle a pu engendrer. Non seulement les diverses pratiques et formes de participation associées à la sphère politique instituée n'ont aucun intérêt pour les jeunes, mais il apparaît que d'autres formes d'actions collectives protestataires ou non sont aujourd'hui à leur tour, rejetées et dénuées de toute utilité à leurs yeux.

Ce sont les institutions officielles, la démocratie comme mode de gouvernement et les formes de participation qu'elle privilégie qui en pâtissent. Un tel retrait des lieux de l'action collective a pour pendant une insistance sur la quête du salut personnel qui se traduit par la valorisation de la réussite économique personnelle ainsi qu'un repli sur les liens primaires et l'institution familiale, bien que celle-ci n'ait pas été complètement à l'abri des effets d'un processus d'individualisation en marche depuis des décennies et qui continue de progresser.

Si les données montrent que les jeunes tunisien.nes sont dans l'ensemble optimistes et cèdent difficilement aux sentiments de frustration et au défaitisme, il n'en reste pas moins qu'ils/elles sont nombreux/euses à exprimer leurs inquiétudes quant à la dégradation de la situation politique, à la mauvaise gestion des institutions publiques et à la difficulté croissante de la situation économique de leurs familles. Bien qu'ils/elles restent confiant.es, ils/elles sont surtout très nombreux/euses à exprimer le désir de quitter le pays, en pensant probablement que leur salut et leur réussite en dépendent.

BIBLIOGRAPHIE

Allal, Amin / Bennafla, Karine (2011) : Les mouvements protestataires de Gafsa (Tunisie) et Sidi Ifni (Maroc) de 2005 à 2009. Des mobilisations en faveur du réengagement de l'État ou contre l'ordre politique ? Revue Tiers-Monde, Hors-série, pp. 27-45.

Bayat, Asef (1997): Street Politics. Poor People's Movements in Iran, Colombia University Press.

Chouikha, Larbi / Gobe, Éric (2011): La force de la désobéissance : retour sur la chute du régime de Ben Ali, Revue Tiers-Monde, Hors-série, pp. 2019-226.

Dihstehoff, Julius (2018): Faire face à la frustration: une auto-évaluation de la jeunesse tunisienne, Friedrich-Ebert-Stiftung; <https://library.fes.de/pdf-files/bueros/tunesien/14147.pdf>

Forsé, Michel / Parodi, Maxime (2007) : Perception des inégalités économiques et sentiments d'injustice sociale, Revue de l'OFCE, N° 102, pp. 483-540; <https://www.cairn.info/revue-de-l-ofce-2007-3-page-483.htm>

Gertel, Jörg / Hexel, Ralf (2018): Coping with Uncertainty : Youth in the Middle East and North Africa, London: Saqi Books; <https://library.fes.de/pdf-files/iez/18100.pdf>

Gertel, Jörg / Kreuer, David (2021) : L'impact de la pandémie sur les jeunes. Une enquête auprès de «Jeunes leaders» au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, Friedrich-Ebert-Stiftung; <https://library.fes.de/pdf-files/bueros/tunesien/18327.pdf>

Goffman, Erving (1974) : Les rites d'interaction, Paris : Minuit.

Hafaïedh, Abdelwaheb (2000) : Trajectoires de chômeurs diplômés en Tunisie : l'attente, l'ailleurs et la conversion, in : Geisser, Vincent (dir.): Diplômés maghrébins d'ici et d'ailleurs, Paris : Éditions du CNRS, pp. 122-136.

Hibou, Béatrice (2006) : Le pouvoir de l'obéissance. Économie politique de la répression en Tunisie, Paris : La Découverte.

Kharrat, Selim (2021): Comportement des jeunes Tunisiens en période de crise. Entre solidarité et résilience face à la pandémie de Covid-19, Friedrich-Ebert-Stiftung, <https://library.fes.de/pdf-files/bueros/tunesien/17669.pdf>

Mahfoudh-Draoui, Dorra / Melliti, Imed (2006) : De la difficulté de grandir : pour une sociologie de l'adolescence en Tunisie, Tunis : Centre de Publication Universitaire.

Melliti, Imed (2016) : Jeunes et dynamiques familiales, dans : Lamoum, Olfa/Ben Zina, Mohamed Ali (dir.) : Les jeunes de Douar Hicher et d'Et-tadhamen. Une enquête sociologique, Tunis : Arabesques/International Alert, pp. 45-64.

Melliti, Imed (2018) : Les inégalités comme injustices, dans : Melliti, Imed/Moussa, Hayet (dir.) : Quand les jeunes parlent d'injustice. Expériences, registres et mots en Tunisie, Paris : L'Harmattan, pp. 89-131.

Mercure, Daniel / Vultur, Mircea (2012) : La signification du travail. Nouveau modèle productif et ethos du travail au Québec, Québec : Presses de l'Université Laval.

Observatoire National de la Jeunesse/Fonds des Nations Unies pour la Population – Tunisie (2021) : Rapport d'analyse des résultats de l'enquête nationale auprès des jeunes en Tunisie, Volet »Participation civique et politique«, Tunis.

Scott, James C. (2009) : La domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne, Paris : Éditions Amsterdam.

LISTE DES FIGURES

- 5 **Figure 1**
Associations avec le terme «politique»
- 6 **Figure 2**
Evolution de la situation politique
- 7 **Figure 3**
Intérêt pour la politique
- 7 **Figure 4**
Sources et moyens d'information
- 8 **Figure 5**
Actions politiques considérées
- 9 **Figure 6**
Actions politiques suivies ou auxquelles les jeunes ont participé
- 10 **Figure 7**
Lieu/institution de l'engagement civique
- 11 **Figure 8**
Système politique préféré
- 12 **Figure 9**
Confiance institutionnelle
- 13 **Figure 10**
Importance de la famille
- 13 **Figure 11**
Rôle de l'État
- 14 **Figure 12**
Contrat de travail
- 14 **Figure 13**
Paiement en cas de maladie
- 15 **Figure 14**
Pension de retraite
- 15 **Figure 15**
Assurance maladie
- 15 **Figure 16**
Soutien financier des parents
- 16 **Figure 17**
Engagement professionnel
- 17 **Figure 18**
Aspects de la satisfaction au travail
- 18 **Figure 19**
Domaines de sécurité
- 19 **Figure 20**
Situation économique familiale
- 19 **Figure 21**
Satisfaction de la vie
- 20 **Figure 22**
Satisfaction de la vie – évaluation de la différence
- 21 **Figure 23**
Evaluation des droits personnels
- 22 **Figure 24**
Couche sociale de la famille
- 22 **Figure 25**
Réalisation des souhaits d'emploi
- 23 **Figure 26**
Propre avenir et vie personnelle
- 23 **Figure 27**
Avenir de la société
- 24 **Figure 28**
Problèmes/crises dans la vie quotidienne
- 25 **Figure 29**
Changements dans la vie
- 26 **Figure 30**
Changer la situation actuelle
- 27 **Figure 31**
Opinions sur l'émigration d'un membre de la famille
- 28 **Figure 32**
Plans d'émigration personnels
- 28 **Figure 33**
Région cible pour l'émigration

À PROPOS DE L'AUTEURE

Imed Melliti est Professeur de sociologie et d'anthropologie à l'Université de Tunis El-Manar, Président en exercice de l'Association internationale des sociologues de langue française (AISLF). Il est l'auteur de plusieurs articles sur la sainteté, le religieux, les jeunes ainsi que sur l'histoire des sciences sociales au Maghreb et en Tunisie. Après avoir travaillé pendant des années sur les jeunes et les adolescents en Tunisie, il s'est intéressé depuis 2011 aux économies morales et aux sentiments d'injustice, étudiés dans leur rapport au politique et à l'action collective. C'est à ce titre qu'il a codirigé un premier ouvrage collectif intitulé «Quand les jeunes parlent d'injustice. Expériences, registres et mots en Tunisie» (2018), et dirigé un deuxième, «Économies morales de l'injustice. Terrains maghrébins et français» (2022). Plus récemment, il vient de codiriger l'ouvrage collectif «Vulnérables. Portraits sociologiques» (2023).

À PROPOS DE L'ÉTUDE SUR LA JEUNESSE

La Fondation Friedrich Ebert (FES) considère que les jeunes femmes et hommes jouent un rôle déterminant dans le développement démocratique de la région et souhaite renforcer leur potentiel à initier des changements dans le monde de la politique et dans l'ensemble de la société. Sur la base des résultats d'une enquête à long terme, lancée en 2016, la FES se propose de donner un aperçu de la situation des jeunes dans la région MENA.

En 2021, la FES a lancé sa deuxième enquête représentative à grande échelle en Algérie, en Égypte, en Irak, en Jordanie, au Liban, en Libye, au Maroc, en Palestine, au Soudan, auprès des réfugiés syriens au Liban, ainsi qu'en Tunisie et au Yémen. Avec les 1 000 entretiens approfondis menés pour chaque pays, l'Étude sur la Jeunesse au Moyen-Orient et en Afrique du Nord génère une vaste base de données de réponses à environ 200 questions concernant le parcours personnel des personnes interrogées et leurs points de vue sur une variété de sujets.

IMPRESSION

Friedrich-Ebert-Stiftung | Bureau Tunisie
4 Rue Bachar Ibn Bord, La Marsa
B.P 63 La Marsa 2078
<https://tunisia.fes.de/>

Commande de publications
info.tn@fes.de

Supervision scientifique
David Kreuer, Friederike Stolleis

Relecture
Amel Lafif-Jedidi

L'utilisation commerciale des médias publiés par la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) est interdite sans autorisation écrite de la FES.